

LE PEUPLE BRETON

5^f

Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

FÊTE
DU PEUPLE BRETON
TOUTES LES PHOTOS...

NUMÉRO 199
4 JUILLET-1^{er} AOÛT 80



LES MUNICIPALITES BRETONNES
DE GAUCHE A MI-PARCOURS

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

*Faites
confiance à...*



EUROMARCHÉ

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

**Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)**

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

Fanchon and Co

18, rue Elie Freron

Quimper-Locronan

*Faïence artisanale, perles, paillettes,
tout pour faire ses bijoux soi-même*



EXPO-VENTE

Tous objets en bois
Bois tournés, peints, antiquités

TRAOU-BREIZH

DOUR-RU km3 route Pont-L'ABBÉ
PLOMELIN-KEMPER - Tél. 55.11.42

AR BED KELTIEK

2, rue du Roi Gradlon
KEMPER

*Presses et livres bretons
DISQUES ET ARTISANAT CELTIQUE
Gweltaz ar Fur
Tél. 95.42.82*



Breizh

Kabigs

Petite et grande taille

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin - BREST

Téléphone : 44.56.65

Agence immobilière

A. BENIZE

6, rue de Glasgow - BREST

Toutes transactions

Magasin Georges Martin

Ti Breiz Nevez

Place Le Flô - Lesneven

*Spécialités kabig - caban - pulls marins
Tout pour la rentrée scolaire*



CONSTRUCTION
ET POSE D'ENSEIGNES
TRANSFORMATION
ALTUGLAS ET PLEXIGLAS
GRAVURE

Roger LE GALL

268, rue Anatole-France
29200 BREST - Tél. 45.10.83

Librairie - Papeterie du Four

Charles FERRAND

3, rue du Four - LESNEVEN

*Photocopies - Matériel de Bureau
Machines à écrire et à calculer
Calculatrices*



Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

AMBITIONS...

La fête du Peuple Breton 1980 a vécu, une fête à la mesure des ambitions militantes de notre journal. Ce grand rassemblement de soutien à notre presse ne peut masquer cependant les difficultés que rencontre chaque mois le Peuple Breton avant de vous être proposé dans les kiosques ou remis dans votre boîte à lettres. La régularité de sa parution est une des forces majeures de notre journal et en cette période de vacances qui voit l'équipe presse s'éparpiller au soleil, le Peuple Breton paraîtra les deux mois d'été. Alors, plus que jamais en participant à cette souscription, apportez à votre journal le support financier digne de son combat.

2^{ème} liste

Robert Le D., Lanester	20,00
P. Guéguénat, St Yvi	50,00
A. Daniel, Plouneour Menez	20,00
J.C. Faujour, Plouneour Menez	20,00
H. Keromnes, Brest	20,00
André C. Briec	10,00
Marie Louise G., Aubigny (85)	20,00
D. Ranc, Lyon (69)	10,00
Dominique A., Issy les Moulineaux (92)	20,00
J. Loac, St Renan	10,00
P. et H. Queffelec, Brest	50,00
Jean-Pierre P. Loqueffret	10,00
G. Le Bris, Syrie	125,00

R. Salaun, Bayeux (14)	20,00
C. Ollivier, Berné	30,00
N. Pilandon, Rambouillet (78)	50,00
Un breton du Maroc	100,00
Roger R., Velizy (78)	20,00
Mimi Celson, Douarnenez	10,00
J. Peuziat, Douarnenez	5,00
Jean B., Le Conquet	20,00
Pierre Le C., Nantes	20,00
Jean O., Brest	10,00
M. Le Moing, Guingamp	20,00
Jean Yves L., Callac	10,00
J.B. Richard, Creteil (94)	10,00
J. Sourdrille, Dreux (28)	30,00
Yves G., Severac	20,00
D. Gilles, Pontivy	20,00
Y. Blanchard, Fontenay aux Roses (92)	100,00
Roger P., Tréguier	10,00
Y.B. Le Montreer, Lannion	50,00
N. Riou, Pontchateau	20,00
Marie Yvonne Le G., Quimper	10,00
André Le F., Hennebont	20,00
Pierre T., Huelgoat	30,00
T. Vidal, Port Vendres (66)	50,00
Pierre P., Brest	20,00
C. Cabon, Brest	20,00
J.J. Huby, Mer (41)	20,00
Y. Delalande, St Malo	20,00
K. Guéné, Plougastel Daoulas	50,00
C. Pellen, St Herblain	29,00
Jean Le C., Guémené sur Scorff	10,00
Jean Q., Brest	20,00
P. Quenehervé, Cattenom (57)	50,00
L. Cevaer, Daoulas	20,00
P. Le Caer, St Herblain	20,00
C. Le Guern, Herblay (95)	50,00
Emile R., Pornichet	20,00
Joel Q., Brennilis	10,00
P. Bourgeon, Mantes la Jolie (78)	20,00
Pierre Le F., St Brieuc	20,00
Guy J., Rennes	15,00
M. Nève, Norvège	50,00
M. Catherine, Nantes	20,00
G. Mancec, Stains (93)	50,00
Thierry Le B., Boulogne (92)	50,00
M.J. Le Guellaff, Angers (49)	20,00
J. David, Athis Mons (91)	20,00
Françoise R., Lisieux (14)	20,00
Roger B., Quimper	20,00
R. Gernot, Brest	20,00
M.L. Muzellec, Brest	20,00
M. Gaillot, Dinan	30,00
F. Berthou, Brest	50,00
J. Debos, Morlaix	20,00
T. Giraudeau, Lorient	20,00
Henri C., Paris	20,00
Le Maillet, Moisson la Rivière	15,00
G. Le Liboux, Bois Colombes	50,00
H. et A. Dejeanty, Plouezec	936,00
A. Le Bras, Rennes	50,00
F. Monfort, Brest	50,00
P. Noutary, Brest	50,00
T. Sanquer, Paris	30,00

Total 2 ^{ème} liste	3095,00
Report 1 ^{ère} liste	2270,00
Total	5365,00

« LE PEUPLE BRETON » Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F

Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

SOMMAIRE

POLITIQUE

LES MUNICIPALITÉS BRETONNES DE GAUCHE A MI-PARCOURS	4
---	---

AGRICULTURE

LA SÉLECTION DES PAYSANS	9
LA MAÎTRISE DU FONCIER	10

SOCIAL

APRÈS LA GRÈVE DES ÉBOUEURS DE QUIMPER ..	8
LANNION POLYDESS UNE USINE PIRATE A L'ŒUVRE	13

ECONOMIE

LE PROCÈS DES ARRÊTS DE TRAINS	12
---	----

SOCIÉTÉ

LETTRÉ D'UN ÉMIGRÉ	19
--------------------------	----

FÊTE

LA FÊTE DU P.B.	16
----------------------	----

RUBRIQUES

LE PROBLÈME BRETON DE NANTES A BREST	14
FESTOU-NOS	25

INTERNATIONAL

LA LONGUE MARCHÉ DES SAHARAOUI	20
---	----

CULTURE

DISQUES	22
ALBERTINE	22
LE BONHOMMIG DES PENN-SARDINN	24
LE MYSTÈRE DE MORLAIX ..	25
L'ECOSSE	28
LE VOYAGE A PAIMPOL ...	28
UNE PRÉFACE DE R. LAFONT	26

COURRIER DES LECTEURS

EDITORIAL

LISEZ AUSSI

POBL-VREIZH

CRÊPERIE - SNACK

« Chez Marie-Françoise »

29, rue Navarin (Place Guérin)

Tél. 80.46.30

BREST

Salle spéciale pour groupes

ouvert le dimanche soir

Composition mécanique

Imprimerie de l'Iroise - Brest

Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387

Tirage : 12.000 ex. - Dépôt légal : 3^e trim.

Directeur de la publication : J. Guéguénat

Les municipalités bretonnes de gauche à mi-parcours

Premier tableau: le ras-de-marée. Mars 77, les soirs des municipales, c'est la panique au ministère de l'intérieur. La gauche s'impose, y compris là où on l'attendait le moins: en Bretagne. Nantes, Rennes, Brest basculent. Sur 11 villes de plus de 30.000 habitants, seuls deux, Vannes et Quimper restent à droite.

A Brest, pour trente-trois voix, la gauche passe au premier tour face aux rivaux de droite Lombard et Bérest qui n'avaient pas cru le péril si présent. Dans les rues, au coucher du soleil, la joie explose. Rue de Glasgow, au siège du PC, rue Porsmoguer, au siège du PS, rue Kervern, au siège de l'UDB, on pavoise, on se téléphone; on s'invite à arroser ça et on se retrouve au siège des socialistes. Une certaine gravité quand même, car le bilan de la droite est lourd. Mais dans l'union, tout semble possible, et on s'apprête à attaquer dès le lendemain. Le pain sur la planche, on ne le refuse pas!

Deuxième tableau: L'empoignade. Pâques 80, le dimanche matin, Francis Le Blé, le maire PS vient de démissionner. Le conseil a été réuni pour le réélire et pour — surtout — éjecter les adjoints communistes qui, quelques jours auparavant, ont voté contre le budget. On s'insulte; copieusement, mais sans trop d'imagination: le catalogue des invectives est régulièrement remis à jour par les états-majors parisiens et il suffit d'y puiser pour être dans la ligne... Les supporters du PC, venus nombreux dans la salle du conseil organisent la bronca et les trois conseillers UDB, écornant leur congrès de St Nazaire qui se tient le jour-même, reçoivent leur part de noms d'oiseaux. Trois ans après, l'union de la gauche est au tapis à Brest. C'est mieux que les six mois qu'accordaient certains journalistes au départ, mais dans les usines, dans les HLM, on n'a plus le cœur à plaisanter: peut-on encore croire à la gauche, après un tel gâchis?

Mais un tel raccourci ne peut passer pour un bilan qu'aux yeux de ceux pour qui seule la façade a de l'importance. La réalité, en profondeur, c'est que les municipalités d'union de la gauche ont fait du bon travail. Gérer, ce n'est pas seulement être comptable, c'est aussi et surtout orienter en dépit de la faible marge de manœuvre laissée aux mairies

par le pouvoir central et malgré le contrôle qu'exerce le préfet sur les délibérations, qu'il a même le pouvoir d'annuler!

Un bilan largement positif

Beaucoup, pourtant, des élus de mars 77 étaient des néophytes. La règle, en Bretagne, c'était des municipalités aux mains des élus de droite et des figures comme celles de Morice, de Fréville, de Lombard sont autant de symboles d'une Bretagne mendigote, incapable de percevoir son développement autrement qu'en quémandant l'aumône parisienne. Parmi les grandes villes, seules St Nazaire, St Brieuc et depuis 65, Lorient avaient l'expérience d'un «gouvernement» de gauche. Ailleurs, ce fut l'inédit, et dans une période où le chômage et l'inflation pesaient de plus en plus sur les communes, une sorte de cadeau empoisonné. D'où un flottement incontestable au début, et même des bavures puisqu'à Saint-Malo, au bout d'un an, on revenait à zéro à la suite d'un projet d'augmentation des impôts de près de 45% et d'une annulation fort contestée de l'élection. Chopier, le maire PS, jusqu'alors à la tête d'une liste groupant aussi des PC et UDB repartait seul aux élections et l'emportait à nouveau, alors que les listes PC d'une part, et UDB d'autre part, réalisaient des scores remarquables au premier tour.

Partout, pourtant, on se met au travail, et il faut reconnaître qu'il y en a: à commencer par le rétablissement d'une vie démocratique dans des communes où l'on avait parfois perdu de vue ce que cela pouvait être. A la question: «**quel est le point principal de l'action municipale de la gauche depuis trois ans**», les élus municipaux que nous avons interrogés répondent pratiquement tous «**l'ouverture, le concertation, le développement de la vie associative**». Pour Ronan Leprohon, adjoint au maire à Brest, «**jamais la municipalité ne s'est autant entourée d'avis, même si les procédures d'arbitrage s'en trouvent parfois alourdies. Le changement est net avec les équipes précédentes**». A Rennes, c'est aussi cette recherche de la concertation qui frappe. Ainsi, on a apprécié les réunions par secteur pour la reprise du plan de circulation même si on l'aura, en définitive, peu modifié. Et quand on a engagé au Théâtre et à l'Hotel de Ville des travaux de l'ordre du milliard d'anciens francs, on a organisé des journées «portes ouvertes». C'est incontestablement un risque qu'ont pris

les édiles de faire la population juge de la nécessité des travaux de cet ordre quand tant de besoins criants existent. Il semble que le pari ait été gagné. Les journaux d'informations municipales ont été relancés, avec des bonheurs divers; du franchement médiocre en voie lente d'amélioration comme à Brest, aux dossiers agréables de Rennes ou au journal revendicatif de St Herblain, une constante: l'ouverture, et particulièrement l'ouverture à la politique, au syndicalisme aux associations... Et des associations, il y en a! A Brest, lors d'un «forum des associations» tenu en 1978, 600 Associations ont été recensées et contactées. C'est aussi bien l'avis de Jean-Louis Le Mée, adjoint à Lannion, que de Jacques l'Héritier, conseiller à St Nazaire ou que de Jacques David, conseiller UDB à... Athis-Mons: «**Le point fondamental, c'est la participation de la population à la vie de la commune**».

Le plus difficile, l'emploi

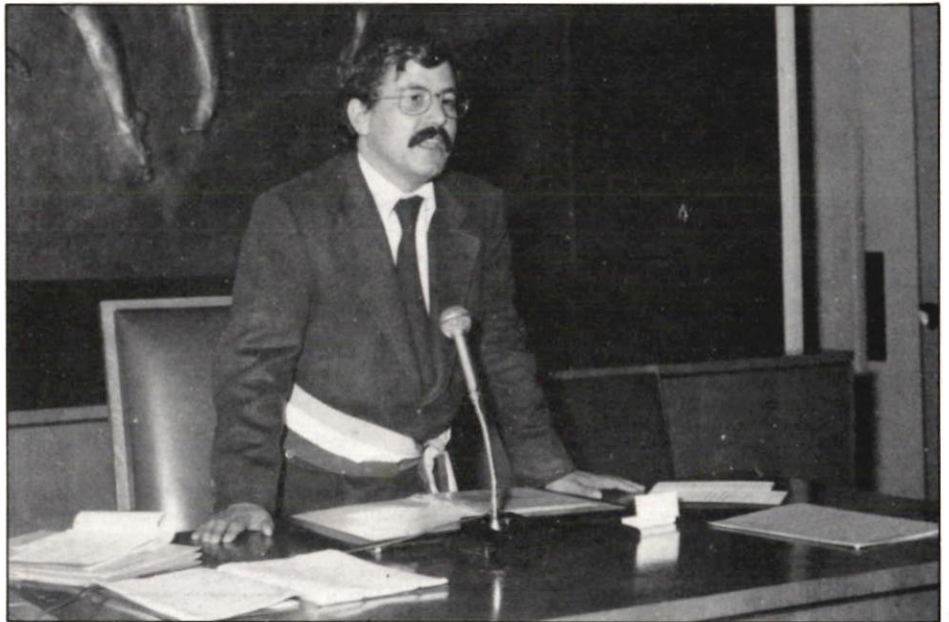
La démocratie locale, il était naturel que la gauche s'attache à la promouvoir; mais, disent les mauvaises langues, si la participation et la concertation sont mises en avant c'est aussi que ça ne coûte pas grand-chose! Quand on parle d'emplois, par exemple, le problème est d'une autre dimension et c'est à la politique même du pouvoir qu'il faut s'attaquer avec en Bretagne, la circonstance aggravante de l'abandon total de la décentralisation industrielle. Pourtant, on s'y est mis; avec des bonheurs divers.

Echec complet concernant l'emploi, admet Jean-Louis Le Mée, pour Lannion. Mais, dans un domaine directement lié à l'action gouvernementale, les communes peuvent-elles encore quelque chose? Oui, répond-on à Carhaix, dans ce Centre-Bretagne moribond où les entreprises de plus de cinquante employés se comptent sur les doigts d'une main. «**Nous avons construit une usine relais**, précise Yannick Oulc'hén, l'adjoint aux finances, **les annuités d'emprunt étant couvertes par le loyer que nous récupérons auprès des occupants. Une seconde a été construite, pratiquement à la demande d'un industriel en salaisons, et elle a maintenant démarré. De petites activités se sont créées ou agrandies depuis 77, mais nous n'y sommes pas pour grand-chose**». Dans

un lieu où les carrières politiques se bâtissent sur la possibilité pour un industriel d'embaucher tel ou tel, à l'exemple de Rohou, ou de Tilly à Guerlesquin, la démonstration carhaisienne de l'équipe municipale de Jean-Pierre Jeudy (PC) a son importance: en matière d'emploi aussi, la gauche a du répondant. C'est également le pari qu'a pris à Brest Ronan Leprohon en succédant aux affaires économiques au communiste Louis Le Roux, démis de ses fonctions d'adjoint lors de la «crise de Pâques». Il ne faudra pas, en la matière, attendre de cadeau d'une droite qui a fait son cheval de bataille d'une idée simple, mais dont les exemples du Havre et de la banlieue parisienne démontrent la fausseté: les industriels ont peur de la gauche. Matra, en tout cas, a choisi Quimper pour une décentralisation dont la modestie (40 à 80 emplois en trois ans) contraste avec l'ampleur que la presse a donné à l'information. Pour les municipalités de gauche, le cadeau fait à Bécamp par Matra, dont les liens avec les milieux gouvernementaux sont connus, à valeur d'avertissement...

Des domaines privilégiés

Entre le plus facile — la démocratisation —, et le plus difficile — l'emploi —, les municipalités ont souvent eu à parer au plus pressé. Le manque d'équipements sociaux, la détresse de la partie la plus démunie de la population ont forcé à mettre en avant certains secteurs, le scolaire, les enfants, les œuvres sociales. Et pas seulement dans les grandes villes: à Berhet, dans le Trégor, on s'est battu pour essayer, en vain, de sauver l'école. A Plounevez Lochrist, c'est aussi l'essentiel du travail de Pierre Moal, dans une commune où la majorité du conseil ne verrait pas d'un mauvais œil l'école privée demeurer seule. Cette politique est souvent offensive, et bien planifiée. A Nantes, signale le conseiller UDB Patrick Pellen «pendant deux ans les élus ont répertorié les besoins dans tous les secteurs. Puis nous avons défini un plan de quatre ans, avec financement qui nous a indiqué la pression fiscale à prévoir pour ces quatre ans (environ 13%). Tous les secteurs de la ville sont concernés et, si ce plan aboutit, la vie des Nantais et Nantaises en sera améliorée de manière perceptible». Partout, on s'est occupé de l'état des transports en commun, depuis les gigantesques projets nantais jusqu'aux couloirs de bus de Brest, qui, en raison de l'opposition stupide d'une partie des commerçants a fait couler beaucoup d'encre, et vaut actuellement à Yann Daumer, adjoint à l'urbanisme un procès en diffamation: les commerçants en question n'avaient pas tellement apprécié qu'il rappelle leur opinion méprisante à l'égard des «busards»... A Lorient, précise Jean Paul Thiéry, «l'action de la municipalité est axée sur le développement des transports collectifs, en liaison avec le SIVOM. L'aménagement du centre-ville (axes prioritaires pour les bus, plateau et rues piétonniers) est conçu pour ces transports collectifs». Mais, en ce domaine aussi, des obstacles existent, de deux ordres. A Nantes, c'est l'État qui refuse pour les transports en commun



Gernot

Des rôles (et pas seulement honorifiques) qu'il a fallu apprendre. Dès le lendemain de la victoire: En haut, Yann Daumer à la mairie de Brest. En bas, le siège de l'UDB le soir de la victoire de mars 77.



Le Peuple Breton

les crédits qui avaient été promis: c'est tout un plan qui est ainsi remis en cause. Dans d'autres villes, le système des transports en commun est géré par une société privée, Verney, pour qui l'intérêt du personnel et celui des usagers n'est pas la préoccupation principale. A Morlaix, les chauffeurs sont actuellement en grève, et le conseil municipal, par la voix de Claude Le Luc, leur a apporté son soutien.

Il a fallu souvent aussi combler les vides les plus évidents dans le domaine des crèches, des cantines scolaires, comme à Brest où on a mis au point une tarification tenant compte des ressources familiales, ou comme à Carhaix où le personnel des cantines scolaires a été municipalisé. Tout cela, bien sûr, coûte de l'argent; mais c'est de l'argent que la droite dépensait avant pour d'autres motifs et, bien souvent, la présence de la gauche à la tête des mairies a montré qu'une gestion municipale n'est pas neutre. Dans les

conseils d'administration des HLM, pour ne donner qu'un seul exemple, la présence d'élus de gauche, même en minorité, empêche la politique de liquidation et de haut loyer entreprise. Au niveau des habitants des quartiers, et singulièrement à celui des plus pauvres, une gestion de gauche, ça se reconnaît!

Et la droite?

Ça se reconnaît même à droite! Au lendemain de mars 77, elle avait le moral bien bas, la droite bretonne. Ses porte-drapeaux traditionnels hors course, elle a accusé le coup, ne réagissant que par épisodes, comme Bérest, à Brest qui, pendant quelques mois publia des communiqués aigris. Elle s'est, depuis, pas mal ressaisie, sachant quand il le fallait, renouveler ses hommes ou profitant des failles pour réanimer quelques-uns de ses leaders en perdition.

A Rennes, par exemple, la droite a été un peu estomaquée par l'ampleur de sa défaite. Chaudet, le responsable de l'échec a été expédiée aux Antilles, mais elle n'a pas encore, après l'ère Fréville, retrouvé de véritable leader. Le Douarec est trop peu pugnace pour cela et sa candidature annoncée aux prochaines sénatoriales est signe de repli et de... sagesse, son siège de député devant tomber un jour ou l'autre à la gauche. C'est en fait d'autres moyens que la droite a utilisés pour tirer ses boulets... rouges! Ayant perdu la « locale » d'Ouest-France, avec les départs de Morin, Fontaine et Terrière, elle utilise les « Nouvelles », dont Joseph Fontaine est devenu éditorialiste.

A Brest, la droite a été et reste violemment hostile à l'équipe municipale, confortée par la campagne législative victorieuse de Bérest et la remise en selle de Lombard à l'occasion d'une cantonale à St Marc. Elle dispose, de plus, de l'oreille complaisante du « Télégramme » où les responsables ne se sont jamais résignés à la victoire municipale de 1977. Le RPR, avec de Bennetot, s'il est discret sur le plan municipal, travaille contre la gauche brestoïse au niveau départemental, ainsi que Lombard.

En fait, dans bien des cas, la droite a perdu de sa virulence dans les villes; c'est le cas par exemple à Lorient où la gestion communale la laisse plutôt indifférente. C'est par d'autres moyens que la contestation politique que la droite agit. La presse bien sûr, mais aussi les subventions, la pesanteur étatique et le contrôle préfectoral. C'est ainsi qu'à St Herblain, le préfet est très fortement agacé par la municipalité, en particulier par ses décisions financières

et ne perd pas une occasion de couper les cheveux en quatre. Exemple: cette lettre qu'il a envoyée au maire pour lui rappeler que la présence à Plogoff de Kristian Pellen, conseiller UDB, était anormale car il n'y avait pas eu de réunion du Conseil Municipal pour le désigner. A St Nazaire, c'est le sous-préfet qui en est carrément aux stades des impolites alors que la municipalité supporte seule les dépenses du système de transports en commun mis en place l'an dernier. A Morlaix, un stade supplémentaire a été franchi puisque l'attitude ouvertement à droite et systématiquement tracassière du nouveau sous-préfet lui a valu, raconte Claude Le Luc, « **une manifestation intercommunale Morlaix-St Martin des élus, de nuit et par surprise devant la sous-préfecture, de 22h à 1h du matin. C'est quand même un fait sans précédent à ce niveau!** ».

Peut-être sera-t-il consolé en apprenant qu'il existe encore quelques communes où l'aliénation coloniale se porte bien. Ainsi, Plounevez-Lochrist qui veut baptiser son terrain de camping du nom... de l'ancien sous-préfet, Saint-Prix, « **bienfaiteur de la commune** ».

A Brest, précise Yann Daumer, avant les élections législatives de 1978, le pouvoir central et notamment préfectoral s'est peu opposé à nos initiatives. C'est ainsi que le Plan Vert de Brest qui représente près d'1 Milliard de centimes de subvention de l'État pour notre politique des espaces verts est un exemple incomparable. Il faut d'ailleurs dire qu'en France, seuls deux plans verts ont pu aboutir: celui de Brest et celui de Stasbourg.

Depuis 1978, la Droite s'est ressaisie et n'a pas hésité à nous mettre des « peaux de bananes » sous les pieds.

C'est ainsi qu'elle nous a fait les pires difficultés lorsque notre Conseil a délibéré favorablement pour la semaine de 35 heures (mise en place progressive) en faveur du personnel communal.

C'est ainsi également que le pouvoir préfectoral maintient l'épée de Damoclès à la mise en gestion préfectorale directe de l'Office des HLM de Brest si les élus de Gauche ne consentent pas à voter des augmentations conséquentes des loyers des locataires. C'est ainsi que, dernièrement, la Marine s'est opposée à l'implantation d'un terrain de camping pour les voyageurs, jugeant ce voisinage malséant pour son standing.

Parfois encore, comme à Morlaix, c'est le génie rural, dont le directeur est un collègue de Tilly de Gueslersquin, qui tient un rôle négatif concernant la question des inondations. Ailleurs, à Nantes par exemple, c'est par l'intermédiaire de la chambre de commerce que se font les attaques les plus fortes...

La surprise, c'est surtout le calme des tenants de l'école privée. C'est quand même un terrain où l'on pourrait penser que les municipalités de gauche allaient voir surgir de nombreux pièges. Or, à part St Herblain où le refus de subventionner les écoles privées a soulevé, dès le début du mandat pas mal de vagues, et Nantes où le préfet vient d'inscrire de façon autoritaire une dépense supplémentaire pour les écoles privées, la question scolaire n'a pas été soulevée. Prudence de part et d'autre sur ce sujet passionnel chez nous? Il n'empêche que demeure le danger de voir la « guerre scolaire » rallumée à quelque temps du renouvellement des mandats.

GLOMEL : Monig Feuvrier et Jean-Yves Tanguy en campagne

Glomel est une commune rurale très étendue dont le découpage très ancien en 3 paroisses, Glomel, Trégorman et St-Michel, a forgé dans chaque village une individualité très forte. La différence de mentalité se manifeste également politiquement, Trégorman et St-Michel ayant toujours été plus rouges que Glomel tenu par sa bourgeoisie commerçante. Les élections de 1977 avait amené à la mairie 15 conseillers élus sur la liste d'Union de la Gauche et 2 conseillers de droite, Monsieur Troscoch, élu PS devenant maire. Après 3 ans de bonne gestion municipale, c'est un abus de pouvoir de maire qui va amener de nouvelles élections. Il renvoie une secrétaire de mairie, et, menacé d'un procès aux prud'hommes, démissionne début avril suivi par 2 autres conseillers PS. Il faudra donc élire 3 nouveaux conseillers, et la préfecture fixe les élections partielles au dimanche 27 avril.

Trois listes sont en présence: une liste « des gauches », une liste « pour

la participation communale » de droite avec 3 candidats chacune et une liste UDB avec 2 candidats, Jean-Yves Tanguy et moi-même. Nous avons été les seuls à faire une campagne de porte à porte et nous avons quadrillé toute la commune. Partout nous avons reçu un très bon accueil, les gens étant favorablement impressionnés qu'on vienne les voir pour discuter avec eux de l'exode des jeunes suscité par le peu d'emplois, la fermeture probable d'une classe à l'école publique et le remembrement qui a eu lieu il y a 3 mois. L'UDB étant pratiquement inconnue dans la commune, les gens nous ont posé beaucoup de questions sur le parti par rapport à d'autres comme le PS, le PC ou même le FLB. Mais presque partout, la discussion a porté sur ce qui les inquiète le plus; les problèmes concrets comme le chômage, les prix qui montent et l'insécurité internationale. Nous avons eu des encouragements: « on avait bien raison de se lancer, il fallait des jeunes au conseil municipal ».

L'impression générale des gens de gauche était bien sûr une grosse déception et une rage froide contre les « chouans » de Glomel surtout pour cette victoire complète dès le premier tour. Il faut examiner ces résultats en notant le nombre important de non-votants, à Glomel et à St-Michel surtout dû aux élections seulement partielles mais aussi à un souci de désavouer le maire. La liste de gauche a été défavorisée en subissant le contre-coup du renvoi de la secrétaire, pourtant décidé par le maire seul. Aussi, il s'agit d'être prudent en analysant cette forte poussée de la droite.

Quant aux résultats UDB, ils atteignent les 6%, preuve que nos idées avaient porté durant notre campagne. Notre appartenance à la gauche a été bien comprise, tous les panachages ayant été faits avec la liste de gauche sauf un. L'UDB a maintenant un poids politique dans la commune et nos 6% ne seront pas à dédaigner pour d'autres élections.

La gauche, principal adversaire de la gauche?

Face à une droite relativement peu agressive sur le plan municipal, le principal danger pour la gauche serait-il sa propre division? Ici encore, il faut nuancer et l'arbre breton ne doit pas cacher la forêt bretonne. Pour Patrick Pellen, «à Nantes, chaque parti envisage, de ne pas faire redescendre sur le plan municipal ce qui se passe à Paris. L'enjeu politique sur le terrain est tel que la mairie permet d'être pour tous un moyen d'expression et de démonstration de ses capacités de gestion». A Rennes, où la droite attendait avec une gourmandise non dissimulée, le «clash» lors du vote du budget, le PC a voté. On a pu y voir une vieille pratique de ce genre de contentieux chez certains élus des camps principaux, qui élimine les accidents passionnels. Il n'empêche qu'en dépit de la pesanteur PS, plusieurs adjoints PC assument pleinement leurs fonctions (Benoît pour la circulation, Monnier pour le personnel et l'administration...). A Carhaix, une des rares municipalités à direction communiste, l'union est en gros maintenue, malgré quelques incidents de séance. A St Nazaire, constate Jacques l'Héritier, «il n'y a pas de conflit grave entre PC et PS, mais il n'est pas évident qu'il en soit de même à l'intérieur même du PS où CERES et rocardiens préparent le terrain pour le prochain poste de Maire. Le PSU s'est marginalisé et ne participe plus et c'est ma présence en tant qu'UDB qui semble souvent encombrante». Pour Jean Louis Le Mée, à Lannion, «le climat n'est pas trop détérioré pour le moment même si, en dehors de la municipalité, chacun agit de son côté, l'exemple le plus frappant étant la lutte contre la fermeture des gares».

L'éloignement de Paris, la domination très nette du PS, qui détient les postes de maire dans les 9 grandes villes de gauche des cinq départements, expliquent sans doute l'amortissement au niveau breton, des querelles parisiennes. Comment alors interpréter la très grave affaire brestoise? La réponse n'est pas évidente, même si des éléments existent. Déjà, en juin 79, les frictions avaient été sérieuses à propos de «l'affaire des bus allemands». On y avait vu une péripétie liée aux «européennes». D'autre part, le 26 février 80, lors d'une réunion à Paris du PC et du PS concernant les municipalités, le dossier brestois avait été le premier évoqué. Peut-on dire alors que Brest a été sciemment immolé sur l'autel de la désunion parisienne? Oui, sans aucun doute, mais il est probable aussi que, sans certaines manœuvres locales — voulues ou maladroites — on aurait évité la rupture. En ne votant pas un budget pourtant démocratiquement préparé et débattu par les commissions, bureaux et conseils les plus divers, le PC a tenté un coup de bluff. Croyait-il que Francis Le Blé aurait cédé? Le calcul, en tous cas s'est révélé faux, et la gestion est assurée depuis par les groupes PS et UDB.

Depuis, le PC essaye, et pas seulement à Brest, d'accréditer l'image



Le conseil municipal de Brest

d'une UDB se ralliant au PS avec armes et bagages!...

Le rôle de l'UDB

La spécificité brestoise, c'est aussi que les trois élus UDB y forment un groupe à part entière et qu'elle n'entend pas limiter son rôle à faire l'appoint dans tel ou tel débat. Avec deux adjoints maintenant, Yann Daumer et Ronan Leprohon, l'UDB influence à sa mesure, les secteurs de l'urbanisme (politique de réservation foncière, de lutte contre la spéculation immobilière, de rénovation de l'habitat), de la culture (nette augmentation des préoccupations bretonnes, création du Centre Breton d'Art Populaire...) de l'action économique.

Ailleurs, la municipalité UDB n'a pas cet avantage d'être constitué en groupe, et il arrive que l'UDB ait du mal à faire entendre sa voix. Joël Guégan cite ainsi le cas de Lorient qui avait cédé à la commune de Larmor un terrain pratiquement au même prix qu'il avait été acheté. C'est indirectement qu'il a appris que le dit terrain était destiné à l'implantation de l'usine Plastimo... «A Nantes, ajoute Patrick Pellen, la section UDB a préparé un texte d'orientation et de propositions pour une politique culturelle municipale. La réaction de la municipalité est d'essayer de l'enterrer, tout en nous concédant quelques miettes». A Rennes, Monique Rannou s'est montrée intransigente pour tout ce qui concerne la culture bretonne, mais elle a aussi réussi à exprimer les sentiments de «l'électorat de base», particulièrement en ce qui concerne la gestion des HLM. A St Nazaire, c'est l'UDB qui a le plus fortement contesté le POS du front de Mer, et a réussi à le faire modifier. Que ce soit à Saint Herblain, à Lannion, à Morlaix, l'UDB joue un rôle manifestement plus important que celui qui résulterait de la simple arithmétique du nombre de ses élus. Et c'est vrai également dans maintes petites communes, comme à St Hernin, près de Carhaix, où Iffig Rémond s'est démené au sujet de Lemezec et de Plogoff et où le journal local UDB, Kost-ar-min fait régulièrement quelques remons.

A Huelgoat, où le maire PC Alphonse Penven règne à la mode ancienne, les deux militants UDB présents au conseil forment la seule «opposition» et tentent

(mais c'est difficile) de redonner à la vie communale une allure démocratique. Autre opposition, celle de Fanch Le Moal, à Mousteru, près de Guingamp, que PC et PS avaient refusé sur leur liste, mais qui avait été élu quand même. C'est la première «opposition» dans la commune et, malgré l'entente cordiale qui règne à la mairie, «ça gêne quand même!»

De l'altercation avec Barre lors de l'Amoco Cadiz, à l'affaire brestoise des couloirs de bus, de la promotion de la langue bretonne au soutien efficace à Diwan, de l'action pour le rattachement de la Loire-Atlantique aux prises de positions pour Plogoff, l'action municipale de l'UDB dépasse de loin, le rôle de «caution culturelle», de «coup de biniou» où on aurait voulu la cantonner dans une sorte de «korn ar brezhoneg». Il arrive que cette action offensive entraîne, vis-à-vis du parti autonomiste, quelques inimitiés ou des marques d'agacement... On n'aime pas beaucoup au PC et au PS, les allusions aux états-majors parisiens!

Il n'empêche que, cahin-caha, avec des réussites nettement plus nombreuses que les échecs, la gauche est en train de s'imposer, au plan municipal. En trois ans, après le retournement complet de mars 77, la gauche, malgré sa division a su s'imposer en Bretagne, et lever bien des préventions. Il lui reste à s'affermir. Il lui reste surtout à éviter le piège que le pouvoir lui tend et vers lequel elle semble irrésistiblement attirée: celui de se battre elle-même par sa propre division. Après les espoirs immenses soulevés en Bretagne par l'éclatante victoire de 77, ce serait un crime difficilement pardonnable que de les sacrifier aux divisions décidées au sommet.

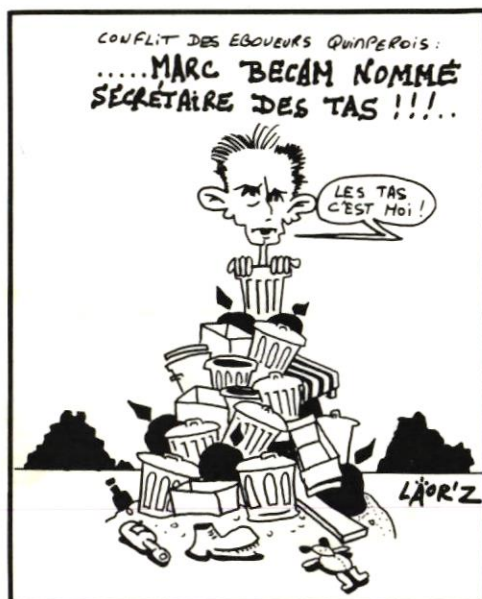
Jean Guégan.

Avec des informations de Yann Daumer et Ronan Leprohon, Brest; Patrick Pellen, Nantes; Yann Cheun Veillard, Rennes; Yannick Oulc'hén, Carhaix; Jacques l'Héritier, Saint Nazaire; Claude Le Luc, Morlaix; Jean Louis Le Mée et Loig Kervoas, Lannion; Fanch Le Moal, Mousteru; Jacques David, Athis Mons; Iffig Rémond, St Hernin; Jean Paul Thiery et Joël Guégan, Lorient; Fanch Péru, Berhet; Kristian Pellen, St Herblain.

QUIMPER : Après la grève des éboueurs

Laor'z tire les leçons...

Après la longue grève des éboueurs à Quimper (voir notre dernier numéro), Marc Bécam, maire de Quimper, a poussé un soupir : les fêtes de Cornouaille étaient sauvées. On se permet de lui rappeler ici quelques souvenirs...



PAYSANS : ON SÉLECTIONNE

Dans le dernier numéro du «Peuple Breton», Francis Favereau avait commencé à présenter un travail réalisé par la commission agricole de l'Union Démocratique Bretonne sur l'état actuel de la paysannerie dans les cinq départements. **«De moins en moins pour produire de plus en plus»**, telle était l'idée force de ce premier article en forme de constat.

Aujourd'hui, le Peuple Breton continue l'analyse de cette étude, en montrant que la déliquescence de l'agriculture bretonne n'est pas le fruit du hasard, ou de la malchance géographique, mais le fruit d'une politique, Française ou communautaire, poursuivie avec le soutien épisodique d'une fraction du syndicalisme paysan.



CE QUI EST EN CAUSE : L'ORIENTATION AGRICOLE DU POUVOIR

Rien de plus naïf que de croire qu'un tel bilan a pour cause la fatalité ou la méconnaissance des problèmes, et pourtant rien n'est plus répandu dans la paysannerie bretonne que cette recherche de boucs-émissaires, pour ne pas mettre en cause les responsables! Ainsi, au plus fort de la crise porcine de 1978, A. Arzel, président de la Chambre d'Agriculture du Finistère lançait (en breton) au cours d'un débat à la radio: **«Notre ministre, P. Méhaignerie, qui est fils d'agriculteur, son père était paysan et je l'ai bien connu — qui était dans une exploitation du type des nôtres, je trouve dur de voir un homme comme cela, qui est intelligent, ne pas comprendre dans quelle situation nous sommes, et s'il revient de Bruxelles sans rien du tout, ce n'est pas un homme... il n'a qu'à laisser son poste...»**. Ainsi, A.

Gourvennec au cours d'un récent forum sur l'élevage: **«Quand la ville a besoin de bras, on décourage l'installation d'agriculteurs; quand la ville ne nourrit plus ces bras, avec la même démagogie, on veut installer des agriculteurs!»**. Deux opinions (fausses et naïves, et qui comptent dans la paysannerie bretonne).

Ce qui est en cause, bien entendu, c'est toute l'orientation agricole du pouvoir qui a fait passer notre agriculture d'un modèle «paysan», à un type d'agriculture intégrée au mode de production capitaliste.

Une politique constante

— L'orientation agricole de la V^{ème} République a été déterminante et a

marqué de son sceau l'agriculture bretonne, d'abord en supprimant dès 1959 l'indexation des prix agricoles accordée en 1957 par la IV^{ème} République, surtout en faisant voter la loi d'orientation de 1960 (loi Debré) suivie de la loi complémentaire de 1962 (loi Pisani), alors que se mettait en place le Marché Commun. Cette orientation prétendait répondre à une aspiration du monde agricole: la parité avec les autres catégories sociales. Pour cela, elle substituait à la traditionnelle politique des «structures», Les sigles inventés alors sont entrés dans le langage courant: L.I.V.D. et les S.A.F.E.R. (loi de 1960), les G.A.E.C., C.U.M.A., le remembrement, le F.O.R.M.A. etc... L'objectif était

D.R.

d'atteindre la parité par l'élimination des paysans traditionnels et l'agrandissement des surfaces. Ces mesures, qui pour certaines s'inscrivaient dans la logique d'une modernisation de l'agriculture, ont été prises avec l'assentiment des organisations agricoles, quand ce n'est pas à leur demande. En Bretagne, après la fièvre de «modernisation» des années 50, les années 60 sont marquées par une grande mobilisation paysanne à laquelle le pouvoir tente de répondre par ces lois. Certains d'ailleurs ne regrettent rien, comme Gourvennec qui répète que la diminution des agriculteurs en Bretagne n'est que «la rançon du progrès».

En fait de «modernisation» il s'agissait d'une intégration de l'agriculture à l'économie capitaliste. L'évolution des «structures» de 1955 à 1975 ne fait pas apparaître de changement spectaculaire des surfaces moyennes qui passent de 10 à 16 ha en Bretagne (contre 14 à 20 ha pour l'hexagone); mais ces faibles écarts masquent une chute nette des petites exploitations, et surtout un bouleversement dans les rapports entre l'agriculture et le marché. Ce qui marque la période, c'est l'irruption, du capitalisme dans l'agriculture bretonne et le passage abrupt d'une agriculture «paysanne» à ce que nous connaissons aujourd'hui: la production massive et bon marché de matières premières pour l'agro-alimentaire.



18 Juin 1980. Les paysans travailleurs organisent une vente directe de légumes à la Thomson C.S.F. de Brest.

La politique des «structures» était du ressort du gouvernement français, alors que l'organisation économique (prix et marchés) relevait de la C.E.E. En fait, les deux convergent vers une même volonté: augmenter la production, diminuer les producteurs. L'augmentation de la production a donc été possible grâce à la productivité croissante et à la concentration encouragée par l'encadrement technique et les firmes agro-alimentaires qui connaissaient elles-mêmes alors une période de

développement et de concentration. La diminution des producteurs a été obtenue par l'élimination en douceur des âgés dont l'exploitation n'est pas reprise, et par l'élimination plus brutale des «canards boiteux» non compétitifs. Ces paysans «en transition» (entre l'exploitation de subsistance et l'exploitation compétitive) ont été le fer de lance de la contestation syndicale, apparue en Bretagne avec la «guerre du lait» de 1972 notamment, et cristallisée

UN IMPÉRATIF, LA MAÎTRISE DU FONCIER

Le problème du foncier et de l'occupation des sols en général est, avec le revenu, la clé de l'avenir de l'agriculture: il déterminera les structures des futures exploitations et le nombre de paysans bretons d'ici l'an 2000. Dès aujourd'hui, le foncier est au centre de luttes qui mobilisent les paysans et révèlent les clivages entre les deux grands courants libéraux et anti-capitalistes qui traversent la paysannerie (affaires Herry ou Legrand dans le Finistère, affaire de Coas-Froment dans les Côtes-du-Nord, presque le guérandaise, etc...).

La hausse du prix des terres est facteur d'endettement pour les paysans, mais surtout, sans solution d'ensemble du problème, il est probable que la majorité du demi-million d'hectares qui vont être libérés d'ici 20 ans par les exploitants âgés (3/4 des exploitants ont plus de 45 ans dans le Finistère) ira agrandir des exploitations moyennes plutôt que d'installer des jeunes. Or, ces exploitations ne sont pas toutes, loin de là, des exploitations «condamnées»; seulement, une reprise engage trop de capitaux! La maîtrise du foncier est donc essentielle; elle pose des problèmes certes, mais qui sont loin d'être insolubles. La

S.B.A.F.E.R. qui a déjà moralisé quelque peu le marché manque de moyens, puisqu'elle ne peut louer des terres pour installer des jeunes ni même empêcher de démanteler des exploitations viables. A Dinan récemment, Méhaignerie a répondu à la S.B.A.F.E.R. que c'était un problème... politique! En 1978, sur un marché disponible de 10.000 ha la S.B.A.F.E.R. en a acquis 3000 (prix moyen 16.000 F contre 22.000 F sur le marché); il y a eu 426 agrandissements et... 36 installations! Là est donc le nœud du problème. Cela concerne entre le quart et le tiers de la S.A.U. bretonne (2,5 millions d'ha) sur 20 ans, et la majorité des 150.000 exploitations actuelles.

Or, la loi d'orientation ne contient rien qui puisse régler le problème; au contraire, sous couvert de belles paroles, le volet foncier va aggraver la situation en supprimant un point essentiel pour le syndicalisme breton: le «contrôle total» des cumuls.

Les F.D.S.E.A. bretonnes (comité de Redon), comme le MODEF ou les P.T., ont dressé un réquisitoire sévère contre ce projet. Il y a de quoi. Les partis français de gauche sont cependant divisés sur les solutions à apporter. A ce sujet, la commission agriculture UDB a fait

quelques propositions:

- 1) Classification des sols (construction, terres agricoles, environnement),
- 2) Fixation du prix des terres et fermages selon leur valeur de productivité,
- 3) Une surface maximum d'exploitation (et non-démantèlement des exploitations supérieures à une surface minimum d'installation),
- 4) Un office foncier breton, organisme public, géré par les parties intéressées, qui par préemption automatique aurait le monopole d'achat des terres libérées, qu'il louerait ensuite avec possibilité pour les paysans d'accéder à la propriété dans les limites de la SME.

L'OFB veillerait ainsi à ce que la répartition des terres libérées soit la plus égalitaire possible; la sécurité d'un bail sûr à un prix fixé dévaloriserait progressivement l'appropriation privée, avec son cortège de dettes, de conflits, de spéculation. Une telle réforme, dans une dynamique de transformation sociale, donnerait à l'exploitant une nouvelle sécurité et permettrait le maintien d'une agriculture à responsabilité personnelle, mais dégagée des contraintes et aléas actuels du foncier.

autour des Paysans-travailleurs, même si l'impact dépasse ce mouvement.

C'est que d'un côté, effectivement, se développe une agriculture de pointe (de grandes surfaces ou d'élevage très intensif) alors que de l'autre, subsiste difficilement une petite production encadrée par des firmes capitalistes.

Un « Plan Mansholt rampant »

Le choix du pouvoir est fait : aux côtés des « grandes cultures » assurées de revenus stables, « arme » pour l'exportation, voire la diplomatie comme les Américains, l'élevage, secteur « handicapé », doit aller vers un tassement ou même un dépérissement, tandis que les prix bas permettent aux I.A.A. de faire de substantiels profits sur le dos des paysans.

C'est ce Plan Mansholt rampant dont il faut parler pour comprendre l'orientation de l'agriculture ces années passées. Les propositions du socialiste hollandais Mansholt en 1969 représentent, en effet, le plan le plus achevé d'intégration de l'agriculture à une économie capitaliste en expansion. Elles peuvent se résumer à ceci : 1) réduire les prix (1% pour les céréales, 36% pour le beurre...), 2) réorganiser la production (1500 F par laitière abattue, prime pour la viande bovine...), 3) d'ici 1980, réduire de moitié la population agricole de la C.E.E. (de 10 à 5 millions) en réservant les aides aux exploitations répondant aux normes suivantes : 60 à 120 ha en cultures, 40 à 60 vaches, 200 bovins, 600 porcs ou 100.000 poulets.

Rappelons qu'quelques mois après Siccio Mansholt, Vedel présentait un rapport appliquant ses propositions à l'hexagone : baisse de prix des céréales, gel d'un tiers de la S.A.U. (11 à 12 millions d'ha) à mesure que les exploitants disparaissent, objectif 1985 de 250 à 300.000 exploitations employant 700.000 personnes (contre 3 millions en 1969), c'est-à-dire nos 25.000 exploitations et nos 50.000 actifs prévus par l'I.N.S.E.E. (hypothèse « basse »).

Depuis Mansholt a changé d'avis, puisqu'il a récemment déclaré : « **Le chômage est très important... convient-il encore de favoriser l'exode rural ? Je dis non, certainement pas... on ne peut parler d'amélioration des structures, d'agrandissement des surfaces et d'abandon rural... Notre politique devra promouvoir de plus petites structures... Ce transfert est adapté au monde actuel, à son manque d'énergie et de matières premières** ». Dix ans après, le tollé général soulevé par ces propositions « technocratiques », l'agriculture d'entreprise reste l'exception, mais ne correspond-elle pas toujours aux vues du pouvoir, des décideurs, voir, selon Viau, « **d'une proportion non négligeable de techniciens, d'agronomes et d'économistes** ». Le modèle américain, en somme, d'une agriculture très concentrée, alignée sur l'industrie (salarial...) et intégrée au marché capitaliste. C'est le choix d'un Gourvennec. C'est bien, quoiqu'elle s'en défende, l'objectif des dirigeants de la F.N.S.E.A. La nomination de Debatisse aux I.A.A. est dans la ligne de



Manifestation d'agriculteurs à Brest

ce nouveau « défi » relevé par le syndicalisme officiel : une agriculture efficace articulée sur l'I.A.A. (agro-alimentaire) laissant de côté l'agriculture « dépassée » (« marginale » ou « sociale ») tout en aidant à mourir en douceur ces fameux « jardiniers de la nature ».

La loi cadre

— La nouvelle orientation est concrétisée par le projet de loi-cadre, dont la philosophie est d'organiser les producteurs « efficaces » pour une offensive vers la conquête de marchés. Comment ? En leur réservant les aides et en « autogérant » l'élimination des autres. Pourquoi ? Pour le plus grand profit des I.A.A.

Cette loi va accentuer et légitimer la compétitivité (balance commerciale oblige) et la sélection, donc l'élimination des petits et moyens paysans qui, on l'oublie souvent, sont la majorité des paysans bretons. C'est ce que Giscard-Méhaignerie-Debatisse appellent « **l'agriculture de conquête, de liberté et de justice** ». Le ministre n'a à la bouche que les mots de « compétitivité », d'« agressivité », de « capacité exportatrice ». Debatisse accepte pour sa part de « relever le défi ». C'est fait pour son porte-feuille. Certaines autres phrases ont davantage le mérite de la clarté : « **à la politique agricole doit se substituer une politique alimentaire tenant compte des impératifs du marché, des entreprises agro-alimentaires et des consommateurs** ».

C'est, en effet, la fin d'un certain dirigisme gaulliste. C'est le grand jeu libéral giscardien, avec deux lignes de force : restructurer par le haut l'agri-business au profit des grands trusts de dimension internationale, et par le bas restructurer la profession autour de secteurs de pointe organisés en inter-professions (gros producteurs, transformateurs, etc...).

Le volet économique de la loi prévoit ainsi un Conseil Supérieur d'Orienta-

tion (agriculteurs, transformateurs, négociants, consommateurs), un Fonds de Promotion des Productions alimentées par des taxes para-fiscales, ce qui revient à faire financer l'agro-alimentaire par les agriculteurs grâce à une super taxe de coresponsabilité ! De même, les Interprofessions annoncent un désengagement de l'État : le soutien des marchés (porc, légumes...) serait laissé à la Charge des éleveurs alors que ces organismes dominés par les négociants, céréaliers, industriels tendraient à devenir une courroie de transmission de l'agro-alimentaire, car il faut bien compter là encore avec le poids des gros producteurs dans cette filière.

Le volet foncier comme le volet social (suppression de la couverture sociale M.S.A. en-dessous d'une demi S.M.I.) sont de la même veine. C'est donc à une accélération du processus engagé il y a 20 ans qu'il faut s'attendre, à une aggravation de la concentration de la production, à une accentuation de la sélection rigoureuse pour mieux servir les intérêts de l'industrie agro-alimentaire.

Pourtant une telle orientation est porteuse de bien des contradictions :

— elle aggrave la fragilité de l'agriculture, ainsi l'aviculture, concentrée, intégrée, dépendante à 100% d'industriels (Tilly, Doux...) tournée vers des marchés éphémères : combien de temps les pays arabes absorberont-ils la production bretonne ? Quand ces pays approcheront l'auto-suffisance comme ils tentent de faire, qu'arrivera-t-il aux producteurs bretons ?

— elle accentue la dépendance de l'extérieur, puisque la production hors-sol dépend totalement du soja américain ou du manioc thaïlandais ; or il suffit que les U.S.A. renouvellent leur embargo ou que les pays du Tiers-Monde remettent en cause le pillage de leurs richesses, sans compter que ces cultures se font au détriment des

— cultures comme le riz et sont cause de famine...

— dans ce système de division internationale du travail et de surexploitation du Tiers-Monde, les atouts de la Bretagne sont plus minces qu'on ne le dit: après avoir cumulé, concentré, spécialisé, éliminé pour produire, l'agriculteur breton risque d'être lui-même éliminé... Les céréaliers l'ont assez répété: il n'y a aucune fatalité pour que les productions animales dérivées des céréales (porc, volaille) soient produites en Bretagne, au contraire... les coûts sont moindres près des grands centres (transports) ou dans le Tiers-Monde demain (main-d'œuvre). Rien sinon la pression des paysans bretons, leur volonté de vivre en Bretagne et leur nombre qui est encore ce qui fait notre force!

D'autres voies possibles?

Le choix ne serait donc qu'entre la compétition-élimination et la mort lente? Ou, à l'inverse, une agriculture à objectifs socialistes peut-elle, en même temps être efficace?

Une autre orientation, en tout cas, est possible pour assurer à un ensemble de paysans un revenu stable sur une surface donnée.

Pour cela, cinq objectifs devraient être fixés:

- maintenir l'emploi agricole à un niveau élevé grâce à une politique volontariste d'installation des jeunes, comme nous l'avons expliqué précédemment

- maîtriser le foncier par la création d'un office foncier Breton qui assurerait une répartition plus égalitaire des sols disponibles

- assurer aux producteurs des revenus stables et décents grâce à des prix garantis en fonction des coûts, et pour un volume déterminé de production

- contrôle des agriculteurs et de la collectivité sur l'appareil agro-alimentaire de transformation et de commercialisation, grâce à la création d'un office Agro-Alimentaire Breton dont l'objectif sera une transformation complète et élaborée de la production agricole afin de développer l'emploi dans ce secteur-clé de l'économie bretonne.

- planification des productions en fonction des besoins, à court et moyen termes par les prix, à long terme grâce à une diversification des productions dans les secteurs fragiles (légumes), en tenant compte du marché français, européen et international.

Ces objectifs, seuls capables d'assurer le renouvellement des agriculteurs en Bretagne et le développement d'une agriculture plus sûre, plus créatrice d'emplois agro-alimentaires, s'inscrivent dans une perspective globale de démocratisation de l'économie et de planification sous le contrôle actif des paysans et des autres travailleurs de l'agriculture.

Francis Favereau,
et la Commission Agriculture de l'UDB.

ARRÊTS DE TRAINS :

C'EST LA JUSTICE

QUI COUPE LE SIFFLET !



Les inculpés arrivent au tribunal de Quimper

LUNDI 16 Juin, 27 personnes se retrouvaient devant le Tribunal correctionnel de Quimper pour avoir arrêté le train à Rosporden, au cours d'une manifestation du comité de défense de la gare. Ces 27 personnes étaient poursuivies par le procureur Constant, bien connu dans le milieu, et par la SNCF qui demandait réparation d'un soi-disant préjudice subi!

Pour nous, travailleurs, étudiants, retraités, hommes et femmes, c'était notre premier contact avec la justice du pays. Une justice méprisante, qui n'a pas peur du grotesque ni du ridicule, qui a voulu nous traiter comme des enfants: «Tirez vos mains de vos poches! Rangez vous correctement!». Elle était belle la justice ce jour-là à Quimper! Elle vous donne la parole, mais c'est pour vous ridiculiser et rendre vos propos incohérents en vous coupant sans arrêt pour répéter au greffier ce que vous venez de dire et le transformer à la longue. On connaît le rôle répressif que cette justice joue de façon de plus en plus généralisée dans des conflits sociaux de plus en plus nombreux. Là aussi pas de déception. Ce procès, comme beaucoup d'autres, était une mascarade, et le zèle des magistrats de l'état les a poussés à piétiner allègrement les droits de la défense. Le tribunal a en effet estimé qu'il ne devait pas entendre deux témoins (Yann Daumer et Louis Le Pensec), prétextant qu'ils n'étaient pas présents dans la salle au moment où il les a appelés, alors qu'ils étaient

précisément dans la salle réservée aux témoins. «Ceux-là on s'en passerait bien!», comme a si bien dit le président... A la demande des avocats (Riou et Mignard), le tribunal rend un jugement sur cet incident et maintient sa décision de ne pas entendre ces témoins. Les avocats ont immédiatement fait appel de ce jugement et alors que tous les prévenus avaient été entendus, le procès ne pouvait plus continuer. Tout le monde reviendra quand la cour d'appel de Rennes aura décidé si nous pourrions nous faire entendre à travers nos témoins. Pour nous évidemment, le combat continue avec le comité de défense de la gare, dans l'unité. Se battre pour qu'une gare ne soit pas rayée de la carte, c'est se battre pour que le pays vive. On supprime certains arrêts voyageurs, on menace la desserte marchandise, on prétend la non rentabilité alors qu'on fait tout pour que ce ne soit plus rentable, voilà les vrais délits. Tous ces décideurs, ces technocrates, ces juges, ce sont eux qui devraient être poursuivis pour empoisonnement du pays à grandes doses de plans de restructuration, de circulaires, de rapports Guillaumat ou autres. Et si l'on place dans la balance d'un côté l'arrêt symbolique d'un train pendant 5 mn et de l'autre la liquidation d'une gare avec toutes les conséquences que cela entraîne, de quel côté, en toute justice, la balance doit-elle pencher?

Les 3 inculpés UDB, Rosporden.

(1) Plus d'un millier de signatures de soutien aux inculpés ont été recueillies à la fête du peuple breton.

Une usine-pirate à l'œuvre

La Bretagne, terrain privilégié d'implantation des usines pirates a vu, avec la crise, le nombre de celles-ci décroître. Le récent conflit de l'usine Polydess à Lannion, qui produit des panneaux de signalisation, révèle malgré tout qu'elles n'ont pas toutes disparues et que leur présence se fait cruellement sentir dans ce qui les caractérise: assises financières fragiles, oppression anti-syndicale, mépris de la législation, salaires de misère, les collectives locales qui dispensent largement la manne en contre-partie de quelques emplois créés. Une caractéristique et non des moins inquiétantes est la pression psychologique féroce exercée sur les personnes par ce patronat. On retrouve curieusement à des degrés divers cette pression, dans bon nombre d'entreprises industrielles bretonnes. Citons par exemple le refus du dialogue oral quand il n'est pas remplacé carrément par l'insulte, les changements fréquents de postes de travail, la restructuration fréquente des services, l'utilisation abusive des contrats de travail à durée limitée, la culpabilisation éhontée des salariés devant les difficultés pas toujours réelles de l'entreprise. A Polydess, la direction fixe les quotas de production par dessinateur en chiffre d'affaires facturable à réaliser par chacun d'eux. Ensuite, elle distribue à certains dessinateurs des tâches non facturables. Après quoi, elle n'hésite pas à réprimer pour non respect des quotas de production.

C'est sous cet éclairage qu'il faut observer le conflit de Polydess, usine décentralisée en 1978 de Morsang sur Orge en région parisienne, à Lannion. La société démarre avec 12 employés aidée par la municipalité lannionaise qui lui offre un système de location-vente pour acquérir le terrain et les bâtiments déjà construits (720.000 F payables en 15 annuités).

En avril 1979, la direction instaure des mesures draconiennes de production. Les licenciements se succèdent. La direction en provoque deux pour éviter l'élection d'un délégué du personnel ainsi que le leur recommandait l'inspection du travail. Au mois de septembre, afin de pallier à la succession de licenciements intervenus depuis six mois, et dans le but d'obtenir enfin le paiement des primes de décentralisation, Bernard Henry, Le PDG de Polydess embauche cinq dessinateurs. Après s'être vu refuser la prime de développement régional (PDR) suite à un rapport du service de la concurrence et des prix, il reçoit la prime de localisation des emplois tertiaires (Plate). 375.000 F lui sont ainsi accordés à raison de 25.000 F par employé pour 15 employés. Il faut dire que Polydess n'a eu 15 employés que pendant deux mois.

En janvier 1980, le personnel s'organise syndicalement. Il subit dès lors des insultes journalières. En mars 1980, les délégués et le personnel soumettent des propositions en vue de l'amélioration des rapports entre la

direction et le personnel; plusieurs personnes ont déclaré ne pas avoir revendiqué d'augmentation de salaires connaissant la fragilité de l'entreprise! Les propositions sont rejetées, la répression s'accroît. Les subventions sont dans la poche, la direction licencie à nouveau. Un des motifs invoqués est l'incompatibilité d'humeur. Le licenciement du délégué du personnel est demandé par deux fois à l'inspection du travail qui refuse. A partir du 30 Avril, tout le personnel est mis à pied jusqu'au lundi 5 mars. Ce jour, le PDG Bernard Henry est absent, les bureaux et les ateliers sont rigoureusement fermés. Le personnel décide d'occuper le hall d'entrée

resté ouvert. Sur simple requête le tribunal de Guingamp ordonne l'expulsion. 13 policiers viendront déloger les 3 grévistes occupant l'usine. A l'heure qu'il est, les employés attendent les conclusions des 3 experts nommés par le tribunal de Guingamp, suite à une procédure en référé engagée par les syndicats.

Entre un patron de choc et des travailleurs soutenus par la population et les organisations de gauche, l'administration à penché en faveur du premier. L'amertume est grande devant un tel gachis de subventions et de bonnes volontés.

Section UDB. Lannion.

ECOLES MARITIMES ON RESTRUCTURE...

Concarneau: suppression des cours de capacitaires; de lieutenant-pêche, de patron-pêche.

Guilvinec: suppression des cours de motoriste (or il y a 45 demandes de cours, et 370 dérogatoires qui devraient en suivre).

Ronces-Les-Bains: suppression de l'école conchylicole (la seule).

Les cours pour officier à la pêche sont payants (cours de formation continue: motoriste: 8500 F, capacitaires: 6000 F). Et, plus d'un jeune sur trois entre dans le métier de marin-pêcheur sans formation. C'est inadmissible!

Les écoles maritimes (AGEAM) ne sont pas rattachées à l'Éducation Nationale, mais sont privées et gérées par des Associations de Gestion des Ecoles d'Apprentissage Maritime.

Les mesures prises par le gouvernement Barre conduisent à des fermetures d'écoles, des licenciements du personnel en vue de réduire le déficit et les subventions d'état, et à l'augmentation des cours en vue d'une meilleure rentabilité. Les élèves n'auront plus qu'à faire le voyage à leurs frais vers d'autres écoles, s'il y a de la place ou s'il en reste!

On veut donc éloigner les pêcheurs qualifiés de leur métier déjà si difficile. En supprimant la majeure partie des pêcheurs l'État au service du capital aura résolu les problèmes de la pêche, mais grossi le nombre des chômeurs. Mais quelle importance? Ces travailleurs rudes et courageux, qui ne parlent presque plus le breton feront d'excellents manœuvres pour les régions industrialisées de la moitié-est de la France.

Martial Catherine.

ANTENNE 2 EN BRETAGNE

PAR les temps qui courent, il est assez inhabituel de voir l'un des grands médias sortir de son ghetto parisien et s'aventurer dans la jungle «provinciale».

Antenne 2, l'a fait et chose encore plus intéressante, l'a fait de manière intelligente.

Lorsque nous avons su qu'Antenne 2 viendrait en Bretagne, nous pouvions en effet craindre que nous aurions droit aux habituelles binouseries — une goutte de Guermeur, un soupçon de Bécarn, un peu de Le Penec pour teinter de rose et le tout acidulé au son d'un binoukoz archi-faux et d'une bretonne en coiffe.

Et bien, rien de cela ne s'est passé. Nous avons au contraire, eu droit à une série d'émissions menées de façon intelligente et sensible. Certes, beaucoup de choses ont été oubliées; certes, nous nous serions bien passé du camarade Alexis; mais l'impression d'ensemble que nous laisse cette visite d'A2 en Bretagne est celle de l'honnêteté et du courage — car il en faut pour quitter les sentiers battus. Honnêteté de montrer les problèmes de la Bretagne, courage de faire un reportage sur Diwan et sur la fête du Peuple breton.

Il ne nous est pas interdit d'espérer que dans un avenir proche, les autres grands médias sauront donner de la Bretagne une image réelle et vivante.

Jacques Debos.

LE PROBLEME BRETON ...

80 nouveaux licenciements à Vitré

«Les maisons de l'Avenir» Société immobilière employant 400 salariés, vient d'annoncer pour la fin juillet le licenciement de 80 employés. Jusqu'ici l'entreprise fabriquait une cinquantaine de maisons par mois, mais aujourd'hui avec le resserrement du crédit, le rythme de constructions s'est considérablement ralenti, entraînant ces licenciements.



Soutien des Paysans du Larzac aux paysans de Plogoff

Du fait de la similitude de leur lutte (au Larzac, contre l'implantation militaire sur des terres arables, et, en Bretagne, contre le projet de centrale nucléaire, imposée par les autorités et l'EDF), le syndicat paysan-travailleur du Finistère a suscité un échange (30 brebis du Larzac, contre 3 tonnes de légumes du Finistère) symbolisant la même conviction «vivre et travailler au pays», et le même refus de voir centrale nucléaire, ou coup militaire, déraciner la population, modifier les paysages, et s'appropriier les terres agricoles.



Démographie Bretonne: le vieillissement s'accroît

Suite au bilan réalisé par l'INSEE pour la Bretagne en 1979, les moins de 20 ans seraient de moins en moins nombreux d'une année à l'autre, tandis qu'au contraire, le nombre des plus de 65 ans est en nette progression: on vient donc en Bretagne pour y finir ses jours.

Par contre, le nombre des naissances augmente depuis la mi-78 et pourrait s'élever à 39 000 pour 1980. Quant à la mortalité, elle est de 11,3 pour 1000 habitants alors que la moyenne nationale est de 10,2 pour 1000.



60 métallos au chômage après la fermeture de la S.E.L.F. à Guingamp

«La société d'exploitation de la Fournaise» qui avait repris les activités des anciennes fonderies du Trégor a annoncé pour le 30 juin la fermeture de l'usine.

Conséquence directe, après seulement 15 mois de travail, 60 métallos se retrouveront au chômage. Selon la direction, lors de la reprise des fonderies du Trégor, les pouvoirs publics auraient formulé des promesses d'aides qui n'auraient jamais été tenues.

CÔTES-DU-NORD

Sur le front de la marée noire, les soldats refusent d'être une main d'œuvre bon marché

Depuis 3 mois, tout est fait pour banaliser la marée noire. Les soldats engagés dans la lutte anti-pollution en ont assez d'être une main d'œuvre corvéable à souhait, et d'être le support d'une campagne de publicité au seul bénéfice de l'armée et du gouvernement.

Pour populariser leur mouvement, les soldats se sont organisés aux côtés des syndicats de travailleurs CGT, CFDT, FEN et FO des Côtes-du-Nord, car sur le front de la marée noire, les conditions de vie et d'hygiène sont souvent précaires: sept à dix heures de travail, six jours par semaine sans compter les gardes de nuit, un équipement inadapté au travail effectué, une surveillance médicale des plus illusoires.

Pour ne plus être une main d'œuvre bon marché traitée comme du bétail, les soldats revendiquent la semaine de 35 heures en cinq jours, deux jours étant réservés au repos hebdomadaire et demandent aux syndicats ouvriers qu'ils constituent une commission d'enquête hygiène et sécurité.

Une volonté bien affirmée pour les soldats de refuser la fatalité des marées noires.



D.R.

MOR-BIHAN

Lorient: Nouvelle victoire du syndicat des marins CFDT sur les pavillons de complaisance

Un navire battant pavillon chypriote appartenant à un armement grec, des officiers grecs et des matelots originaires de Ceylan, du Ghana et de l'Inde. Il n'en fallut pas d'avantage pour faire de ce navire un des plus beaux fleurons de la flotte sous pavillon de complaisance.

En escale au port de Lorient, au début du mois de Juin, le cargo «Skyrian Spirit» n'a pas eu le loisir d'appareiller dans l'anonymat. A l'image de récentes affaires les matelots ont refusé d'embarquer tant que leurs salaires impayés n'auraient pas été débloqués. Payés comme mousses, ils n'avaient pas touché de salaire depuis le 1^{er} janvier. Les matelots du Skyrian Spirit ont alors fait appel au syndicat des marins CFDT pour négocier avec l'armateur.

Après une journée de discussions, les matelots obtenaient satisfaction et 7 d'entre eux refusant de réembarquer recevaient un billet d'avion pour leur rapatriement.

DE NANTES A BREST



ILLE-ET-VILAINE

Rennes:

Les agriculteurs bretons manifestent devant la cour d'appel contre l'inculpation de huit syndicalistes.

Le problème de la possession et de la répartition des terres agricoles, illustré depuis de longs mois par l'affaire Herry, trouve actuellement sa conclusion par la comparution de syndicalistes agricoles devant la Cour d'Appel de Rennes. La justice a ici à reconnaître ou non le droit syndical mais aussi le droit au travail pour les petits agriculteurs.

Une manifestation regroupant 2000 agriculteurs des cinq départements bretons a permis de dénoncer l'accaparement des terres agricoles par quelques gros propriétaires, enlevant l'outil de travail de nombreux travailleurs; c'est l'emploi en général qui est touché par ces pratiques quand on sait par exemple que le département du Finistère compte 50% de sa population active employée dans l'agriculture. Pour les travailleurs de l'agriculture le choix est fait: seul un syndicalisme fort et dynamique peut encore faire s'arrêter l'hémorragie de la démographie agricole.

LOIRE-ATLANTIQUE

Bouguenais:

Pour une autre politique d'embauche dans l'Aérospatiale.

Sur 2570 salariés de l'usine aéronautique de Bouguenais, nombreux sont assujétis à des contrats à durée déterminée. Actuellement, 280 employés ont signé un contrat d'embauche pour deux ans et encore faut-il ajouter à ce personnel 330 employés en prêt qui sont salariés d'entreprises privées sous-traitantes de services généraux.

Cette pratique est en cours à la SNIA depuis 8 ans, époque à laquelle l'aérospatiale connaissait des difficultés. Depuis, le plan de charge s'est considérablement garni s'étalant au moins sur 5 ans, aussi la CFDT dénonce une politique d'embauche par contrats temporaires qui n'est plus justifiée.

Les secteurs d'activité les plus touchés par ces mesures regroupent le personnel de gardiennage, de nettoyage et de manutention, des travailleurs qui perçoivent tout juste le SMIG et ne bénéficient pas des avantages sociaux garantis au personnel de l'aérospatiale.

Pour l'usine de Bouguenais, le recours à la sous-traitance représente le tiers de la charge de travail distribuée à 142 entreprises dont 37% sont étrangères à la Loire-Atlantique.

FINISTÈRE

Briec:

A l'U.N.A.C.O., « Bosse et tais-toi »

En 1974, la dure condition des travailleurs des abattoirs de volailles avait été révélée par la longue grève des Établissements Doux de Pédernec. Six ans après, les choses n'ont guère évolué à la société UNACO de Briec.

Produire n'importe comment et n'importe quoi semble être la devise de M. Bernard, Patron de UNACO, le tout naturellement sur le dos des ouvriers et des éleveurs liés par un contrat à sens unique, la ville de Briec elle-même voyant ses ruisseaux pollués par l'usine.

Les cadences et les conditions de travail sont telles que hommes et machines ont à souffrir des mêmes maux. La journée de travail qui finit normalement à 18 heures se prolonge souvent jusqu'à 22-23 heures, les salaires avoisinent le SMIC et ne sont gonflés que par les heures supplémentaires.

Dans ces conditions, finir à l'heure, vouloir se défendre en implantant une section syndicale CFDT, déclenchent la fureur de M. Bernard. Actuellement, la Direction a décidé 19 mises à pied et 4 licenciements.

Champion de l'exploitation avec ses confrères Doux et Tilly, ses 636 millions de bénéfices en 1978, Bernard est soutenu par le gouvernement ce qui l'autorise à se placer au-dessus des lois aussi bien sociales que sanitaires.

Réunis le 6 juin à Briec, les ouvriers syndiqués d'UNACO ont montré leur détermination de mettre fin à une exploitation d'un autre siècle qui est aujourd'hui pourtant leur quotidien.

PTT:

un été qui s'annonce mal

Malgré les promesses de l'administration des PTT de renforcer les effectifs pendant les vacances dans les régions touristiques, la situation sera bien différente, selon la CGT.

Par rapport à l'été dernier l'administration compresse les heures de renfort aux guichets: moins 2980 heures cette année. Il est vrai que le Tanio, épouvantail à touristes, peut encore donner bonne conscience à certains en ce début de saison...

En ce qui concerne le secteur de la distribution du courrier, les renforts ne débiteront que 8 jours plus tard qu'en 1979... Et pourtant, le guide des vacances PTT 1980 indique 10.000 agents supplémentaires pour l'été...



Agro-alimentaire: Un développement qui profite à qui?

C'était le 7 juin dernier, la question initiale d'un colloque réunissant, entre autres, les paysans travailleurs, l'intersyndicale CGT et CFDT de l'INRA et la FDSEA de Loire-Atlantique. La conclusion principale reste que les coopératives agricoles sont devenues des outils d'intégration des agriculteurs dans la société capitaliste hexagonale.

Quant à la création d'emplois dans le secteur agro-alimentaire, on est bien loin du bel optimisme si souvent affiché, par le ministère de l'Agriculture: en 1978, il y eut 1500 créations d'emplois en Bretagne, pour 3000 suppressions.



Manifestation des chauffeurs de bus à Quimper

Les chauffeurs de bus CFDT de Quimper ont réussi à populariser leur manifestation du 17 Juin, bien que cette grève des transports urbains qui a débuté le 9 Juin, pénalise des milliers d'usagers.

La requête des travailleurs de bus étant, entre autres d'être rattachés à la convention collective, leur lutte devrait connaître un nouveau durcissement si le groupe Verney (4000 salariés en Bretagne) refusait de discuter avec les villes prêtes à examiner ce rattachement.

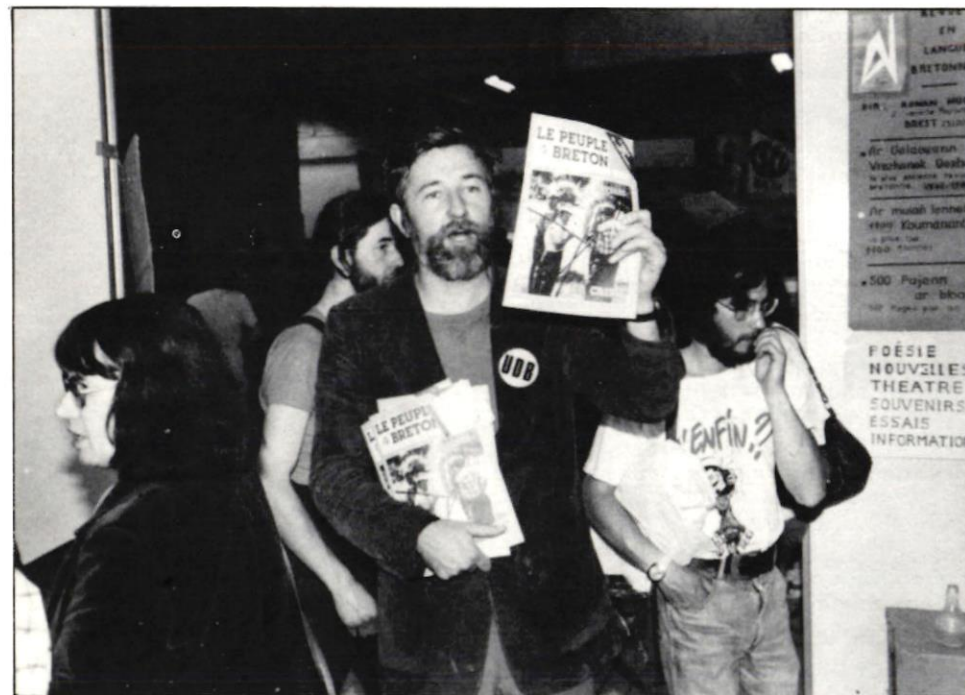


fête du peuple breton

14 & 15 JUIN : record pulvérisé,

A gauche, une vue (partielle...), de l'immense foule venue à Penfeld.
A droite, Quilapayun, la voix du Chili. Le « Peuple Breton » publiera le mois prochain une interview du groupe Quilapayun.

30 000 personnes à BREST !



Une fête totale, avec chanteurs, clown (ici Jean Kergrist), du militarisme (qui n'est pas toujours triste) et des enfants en joie grâce aux Francas.





*Les interventions politiques de Fanch Morvannou (en breton, ci-dessus) et de Herri Gourmelen (en français, ci-contre).
L'annonce d'une candidature aux présidentielles pour les peuples minoritaires de l'Hexagone.*



*Des chanteurs pour tous les goûts.
Après Quilapayun.
Amalia Rodrigues
François Béranger
Pierre Perret
Gilles Servat*



*Reportage photos
de Georges Le Bris
et Pierre Péran*



LETTRE D'EMIGRATION

Postée à Paris, et portant la petite flamme «Aidez-nous à garder Paris propre», le Peuple Breton a reçu cette lettre de rêve et de lucidité quand même. L'émigration nourrit la rage et justifie l'outrance. Notre lecteur, J.K. l'a bien ressenti. En publiant sa lettre, nous savons qu'elle éveillera des échos dans bien des cœurs d'émigrés, surtout en cette période estivale où le bref retour au pays laisse entrevoir le mirage d'une vie de travail, ou même de militantisme en Bretagne.

Il y a bien longtemps qu'il me «démange» de vous écrire, mais le temps me manque ou je me dis: «à quoi bon».

Émigré à 14 ans, d'abord à Paris puis par nécessité de santé, dans le Midi, le P.B., depuis quatre ans, constitue le seul lien vivant que j'aie avec notre Peuple. Bien sûr, il y a les voyages, de temps en temps, dans la famille; mais la sensibilité un peu écorchée de l'émigré devenu conscient, ne peut se satisfaire des contacts familiaux; surtout quand ses proches marchent encore à côté de leurs botez koad et considèrent les autonomistes comme de doux rêveurs (dans le meilleur des cas) ou les confondent avec des plastiqueurs dangereux (personnellement, j'approuve certains plastiqueurs).

Je sais que la place manque et surtout l'argent; que des lecteurs ont déjà abordé maintes fois ce problème; que vous avez fait des efforts concernant l'Histoire, mais il me semble que le P.B. pourrait faire plus pour l'éducation de tous ces pauvres types comme moi, éparpillés de par l'hexagone — ou plus loin encore — qui parlent et réagissent seulement en français, se sachant certes Bretons (comme d'autres sont Auvergnats, picards, ou savoyards), mais ignorant qu'au fond de leur Histoire, de leurs rêves, de cette étrange différence qu'ils ressentent, qu'ils appartiennent à un peuple (et pas celui de Charlemagne), qui a une langue et une Histoire. La France leur a appris à lire et à écrire, à penser en Français et les instituteurs des troisième et quatrième républiques ont systématiquement traqué chez eux le moindre mot de leur langue maternelle, jusqu'aux injures. Ils ignorent que la France a fait de leurs compatriotes les champions du monde de l'alcoolisme, de leurs mères ou de leurs sœurs des générations de bonniches, les ridiculisant (voir Bécassine), ou des putains (l'entre deux guerres, «l'accueil» à Montparnasse); ils ignorent qu'avec les colonisés du Maghreb, les bretons ont été une chair à canon particulièrement recherchée par les corps-francs de la première hécatombe mondiale; ils ignorent que, de toutes les provinces souillées, meurtries par les nazis, la Bretagne a été celle qui, dans la Résistance, «a donné le plus à la France» (Ch. de Gaulle).

Il faut le leur dire, le leur expliquer, quitte à en faire des enragés; et la meilleure façon, me semble-t-il, tout en les sensibilisant aux luttes d'aujourd'hui, est de leur apprendre leur histoire. Les manuels ne manquent certes pas; mais il faut les acheter et surtout n'être pas, à priori, rebuté par ce genre de lecture. Alors, pourquoi ne pas rédiger une série d'articles simples, précis, et pourquoi pas, tout en étant objectifs, enthousiastes, afin que ceux qui découvriront leurs véritables origines, aient besoin d'en

connaître plus, et ne puissent plus voir flotter un drapeau Breton, entendre nos chants, les merveilleux accents de chez nous, ou simplement apercevoir à la T.V. des images du Pays, entendre parler de Plogoff, sans que ne se crispe leur respiration, ne se serrent leurs poings... Je vous l'ai dit: je suis émigré, donc écorché; je rêve? J'exagère? Je ne le crois pas; car c'est dans le P.B. que j'ai découvert mon Peuple. Et depuis je ne me contente plus des livres ou des dépliants touristiques. Ce que j'espère pour d'autres,

je le sais possible: je connais ces réactions, ces fureurs, cette gorge serrée, cette nostalgie, cette sensibilité à tout ce qui vient du Pays, qui me parle de lui, de ceux qui y vivent et y luttent. Permettre à tous ces hommes, émigrés ou non, de retrouver leur peau d'origine, n'est-ce pas aussi leur offrir de comprendre, de reconnaître, d'aider les autres peaux barbouillées aux couleurs de l'hexagone ou d'ailleurs!

J.K.

Arrivée à
Montparnasse

Yvon Boëlle



LES FÉDÉRATIONS DE L'UDB ONT ÉLU LEURS RESPONSABLES

Après le Congrès national de l'UDB à St Nazaire, le printemps a été le temps des congrès fédéraux. Les treize fédérations de l'UDB ont donc étudié la mise en route des décisions de St Nazaire (voir Peuple Breton de mai). Elles ont également élu leurs bureaux dont les responsables sont automatiquement membres du bureau politique de l'UDB. Aux quinze membres élus à St Nazaire (voir PB de Mai) viennent donc s'adjoindre:

Jean-Pierre Lavanant (réélu), Bas Léon
Marie Claire Corre (réélue), Brest
Francis Favereau (élu), Centre-Bretagne
Laurent Le Page (élu), Cornouaille
Bernard Guérin (élu), Haut Vannetais
Martial Catherine (élu), Loire Atlantique
Joël Guégan (réélu), Pays de Lorient
Yvonne Olivier (réélue), Pays de Morlaix
Marc Gaillot (élu), Rance-Penthièvre
Michel Génin (élu), Rennes
Fanch Kerain (réélu), Trégor-Goëlo
Didier Cadin (élu), Paris
Pascal Lamy (élu), Normandie.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX



D.R.



D.R.

LA LONGUE MARCHÉ DES SAHARAOUÏ : A la moitié du chemin ?

Le 14 novembre 1975, par les accords de Madrid, l'Espagne soldait ses dernières colonies africaines, Rio de Gro et Maroc «espagnol». En lutte depuis 1973, avec la résistance armée du peuple sahraoui animée par le Front Polisario, Madrid préférait se décharger de son fardeau, plutôt que de négocier, sur le Maroc d'Hassan II et la Mauritanie de Moktar Ould Daddak.

Dès lors, le Polisario adopte une tactique réaliste, concentrant ses coups sur l'adversaire le plus faible: la Mauritanie en menaçant les mines de fer de Zouérate. Un premier et considérable succès est obtenu le 5 août 1979: épuisée, la Mauritanie signe un accord de paix avec la République Arabe Sahraoui Démocratique. Mais le Maroc entend faire capoter tout espoir de règlement négocié et envahit la partie mauritanienne des anciennes colonies espagnoles.

Depuis un an, le Front Polisario multiplie les attaques contre les garnisons marocaines dans le Sahara et les incursions dans le sud-marocain. L'objectif est réaliste: il ne s'agit pas pour le Front de vaincre militairement l'armée d'Hassan II, mais de peser d'un poids tel sur l'économie marocaine que ce pays soit obligé de négocier enfin. Le roi ne peut continuer une guerre dispendieuse indéfiniment sans mettre en péril son trône que le mécontentement populaire croissant pourrait bien faire chanceler.

Parallèlement au front militaire, le Polisario mène dans les zones libérées une politique de mobilisation populaire, d'alphabétisation et d'hygiène remarquable, dont beaucoup d'États africains ne pourraient se vanter. Ce qui témoigne de la volonté farouche de ce peuple de pasteurs nomades de disposer librement de son sort, en refusant toute ingérence étrangère et tout retour au colonialisme, fut-il celui d'un pays maghrébin indépendant.

Du 2 au 13 juin 1980 s'est déroulée à Nantes une Quinzaine anti-impérialiste. A cette occasion, le Peuple Breton fut convié à une conférence de presse de Salem Kaïd, représentant du Front Polisario à Paris.

Le P.B. Quelle est la situation militaire sur le terrain ?

S.K. Il faut d'abord dire que cette guerre nous est imposée. Nous nous battons pour la liberté de notre peuple et nous continuerons le combat tant que cet objectif n'aura pas été atteint. Mais nous ne souhaitons pas imposer une solution militaire contrairement à Hassan II qui veut nous écraser et qui est donc amené à bluffer en permanence devant les défaites que nous infligeons à ses meilleures troupes. Après Smara, après Ouarkiz où 2000 des 7000 soldats chérifiens engagés ont été mis hors de combat, la bataille de Zak du 1^{er} au 13 mars 1980 a confirmé l'usure de l'armée royale et la démoralisation croissante de ses hommes. Aujourd'hui, les Marocains ne tiennent plus que les villes qui sont toutes encerclées par nous et doivent immobiliser une bonne partie de leurs forces pour défendre le sud marocain contre les raids de notre armée.

Le P.B. De quels soutiens disposez-vous ?

Il faut distinguer. Militairement, l'Algérie nous aide un peu ainsi que la Libye, mais 80% de notre armement provient des prises de guerre faites sur l'ennemi qui est armé, lui, par la France, les USA, l'Égypte et l'Afrique du sud. Diplomatiquement, la République Arabe Sahraoui Démocratique



Les enfants payent un tribut très lourd à la guerre.

que est reconnue par 41 pays dont 24 africains. Notre principal soutien réside pourtant dans notre détermination et notre capacité à organiser la vie de notre peuple dans les zones libérées. Un gros effort a été

fait pour construire des crèches, des dispensaires et des écoles, des hôpitaux. Mais la situation reste dure et nous souhaitons une paix juste le plus tôt possible.

Giscard, le Maroc et l'Afrique du Sud

Dans le sud-marocain, les batailles de l'Ouarkiz (du 1 au 11 mars 1980) ont tourné au désastre pour les troupes monarchistes qui ont dû laisser aux mains des combattants du Polisario, outre 137 prisonniers, un important lot d'armes diverses. Parmi celles-ci, des auto-mitrailleuses qui ressemblent beaucoup aux Panhard AML 90 mm... mais sont en fait des MK 6 d'origine sud-africaine construites à Pretoria sous licence française.

Certaines différences techniques et surtout le témoignage des tankistes faits prisonniers apportent la preuve de la collusion existant entre le régime raciste de Vorster et Hassan II. Ainsi, le lieutenant Ali Bakkouchi, chef de peloton capturé le 11 mars à Ametti, déclare :

« Nous avons reçu la première livraison des « ARV — MK 6 » fabriqués en Afrique du Sud sous licence française, les 25 et 26 décembre 1979 à Khouribga. Les blindés qui sont arrivés au port de Casablanca étaient accompagnés de huit instructeurs sud-africains spécialisés et répartis comme suit : 2 mécaniciens, 2 pilotes, 2 tourelles, 2 postes radio. Il s'agissait d'un commandant, de trois capitaines, d'un adjudant, d'un sergent-chef et de deux sergents.

Nous avons reçu un entraînement accéléré de 15 jours à

Khouribga. Je peux affirmer aussi que des éléments du deuxième bureau ont entrepris le travail d'effacer tout indice susceptible de révéler l'identité de ces engins. Pour nos unités, c'est le capitaine Tais qui a donné l'ordre strict de ne laisser aucun mot. Après, ces blindés ont été immatriculés « FAR » (Forces Armées Royales). Certaines négligences ont fait que le mot « South Africa » est resté sur certaines pièces ».

Une telle collusion politico-militaire ne peut que déconsidérer un peu plus le régime chérifien en Afrique comme elle dévoile le double langage du gouvernement français : officiellement neutre, Giscard soutient activement son ami Hassan II depuis le début. Mais, sentant le vent tourner et voulant garder une bonne image de marque dans la région, la France prend aujourd'hui ses distances avec un allié en perte de vitesse et, après avoir surarmé le Maroc au prix d'un effort de guerre désastreux pour l'économie de ce pays, préfère que d'autres lui fournissent les armes sophistiquées (USA, Afrique du Sud) ou les instructeurs (Egypte) dont l'armée royale chérifienne a un besoin de plus en plus pressant. Ce faisant, Giscard espère sans doute faire oublier son écrasante responsabilité dans ce trop long conflit...

Le P.B. Quelles sont donc les perspectives de solution ?

S.K. Une première victoire a été obtenue par la signature d'un accord de paix avec la Mauritanie (aussitôt Hassan II en a profité pour envahir le territoire obtenu de l'Espagne par son ancien allié). Le Front Polisario recherche une solution négociée avec le Maroc mais son roi répond toujours à notre dynamique de paix par des coups de force. Dans ces conditions, nous ne pouvons qu'intensifier les opérations militaires. Un cadre de solution existe : le Maroc le rejette sans examen sérieux, où cela peut-il le mener ? L'armée chérifienne supportera-t-elle longtemps sans réagir politiquement les revers humiliants que nous lui infligeons sur le terrain ? Cette guerre est perdue pour le Maroc : il est grand temps qu'intervienne une solution négociée sous l'égide de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine). Mais Hassan II est rebelle à toute cohérence ; il nie la réalité de sa défaite et s'enferme dans une attitude de refus suicidaire à terme.

Le P.B. Et la France ?

S.K. La France tient un double langage, elle qui aide le Maroc militairement, financièrement et diplomatiquement tout en prônant une attitude de neutralité. C'est pourquoi nous avons besoin du soutien actif de tous les progressistes pour que Paris consente enfin à ce qu'une négociation s'engage. Mais la position du gouvernement français est fondamentalement ambiguë : ses déclarations apaisantes ne correspondent pas aux faits. Dans ce conflit de décolonisation, au lieu d'aider à la paix, la France est engagée aux côtés du Maroc qui renforce actuellement ses liens avec les États les plus réactionnaires de l'Afrique, depuis l'Afrique du Sud de l'apartheid jusqu'à l'Egypte de Sadate.

Les Amis de la République Arabe Sahraoui démocratique ont fait venir cette année 120 enfants sahraoui un séjour d'un mois en France. Chaque séjour coûte environ 2000 francs. Les dons peuvent être adressés aux Amis de la R.A.S.D. BP 236, 75264 Paris Cédex 06 — CCP 1930394 K Paris.

Bretagne, Albertine Pichavant, 38 ans, mère de 3 enfants.

Coincée entre son évier, et sa machine à laver, elle se fait surprendre par un interviewer qui vient l'interroger sur sa vie.

Albertine, s'emberlificote pour ne pas répondre à la question essentielle: «Votre vie?»

C'est alors que surgit une série d'images, de tableaux, de personnages — hommes et femmes — tous ardents défenseurs du pouvoir suprême de Maestro: Le Grand Maître.

Albertine, c'est la relation dominant dominé, et la complicité qui y est sous-jacente.

Albertine c'est une sorte de mémoire, un puzzle d'imagination, construit à partir d'improvisations personnelles, mais où l'on retrouve aussi des extraits de chansons, comme celle d'Anne Sylvestre, ou des phrases d'Autzin ou de «l'Homme aux sernelles de vent» de M. Le Bris.

A voir ce spectacle, qui appelle les femmes, et en particulier, les femmes de Bretagne, à dire «Non» à Maestro, le grand organisateur du déracinement, de l'étouffement de leur langue, de leur soumission pouvant conduire parfois jusqu'à la folie.

Colette Vincent.

Spectacle «Albertine»: le 5 juillet 1980 à «La Roche Jagu» en Ploezal (22).

GENEVIÈVE LE MEUR JOUE ALBERTINE.



Jean Guisnel

SUR UN AIR DE :

TRADITION, FOLK ET ROCK

Etreamb ni Bambocherion (Bas 307). ★

En sous-titre «Tradition et richesse instrumentale bretonne»! Voilà Bodadeg ar Sonerion qui, une fois de plus, nous propose un enregistrement de très haute qualité, tant par le choix des artistes qui se produisent que par l'intérêt musical que représentent les morceaux choisis.

7 couples de sonneurs se partagent l'album. De leur façon, chacune très personnelle, ils jouent les airs et mélodies de leur propre «pays». La très riche diversité musicale s'étend de la région de Bourbriac au Pays Nantais en passant par le Pays Pourlet, Pluvigner, aux montagnes, sans oublier le Pays de Fougères.

Les musiciens présents sont tous des habitués des bonnes places lors des concours et championnats. C'est un très bon disque pour la danse et un album que les amateurs de tradition musicale ne manqueront pas de se procurer.

La pochette que l'on doit à Pol Le Meur, d'après le monument aux

Sonneurs de Plozevet, rappelle clairement qu'après avoir été statufié, notre patrimoine musical est bien vivant et reprend même goût à la vie.

«The book of invasion» Horslips (Horslips Record).

Attention, une symphonie celtique peut en cacher une autre! Sur le conseil de J.L. Lahuec, lecteur de St Herblain, j'ai cherché à entendre la «Celtic Symphony» de Horslips. C'est chose faite.

Rassurez-vous, je ne me lancerai pas dans une comparaison douteuse, avec la symphonie d'Alan Stivell.

La démarche d'Horslips semble plutôt influencée par l'électrification. En trois mouvements, le premier plutôt gai, le second lamentatif, le troisième «pour dormir» quelquefois très enlevé, ils intègrent et panachent musique et textes tant traditionnels que contemporains.

C'est ce troisième mouvement qui m'a le plus «accroché» à cause sans doute de la place qui a été faite au violon.

On le verra dans les nouveaux disques que viennent de produire Horslips et que je chroniquerai ces mois prochains, le folk-rock encore présent ici laisse place petit à petit à un rock intéressant, un peu dans l'esprit de celui de Dan ar Bras.

The boys of the Lough «Regrouped» (Topic. 12 TS 409). ★

Regroupés, les garçons du rire viennent de produire leur 8^{ème} album. Leur tournée bretonne cet hiver a confirmé leur qualité alliée à une simplicité et un humour bon enfant. Ils ne se prennent pas au sérieux et leur décontraction facilite le contact. Le courant passe.

Dans ce nouveau disque, ils interprètent de nombreux reels endiablés et trois chansons où Cathal, virtuose et comique, excelle avec sa voix pleine de nuances.

La nouveauté dans cet enregistrement apparaît avec la guitare de Tich Richardson (qui remplace Robin Morton). C'est lui qui en concert raconte

en français l'histoire de leur musique, en ne manquant pas d'y mettre plusieurs pointes d'humour.

Pour être un disque celtique de plus, celui-là a au moins le mérite d'être original tant par le choix des airs que par son interprétation.

Kan Digor «A new gathering» (Névénoé 30 012)

«Les chemins de la création», ai-je envie de sous-titrer cet album de cinq musiciens en quête d'ouverture — Ce «chant ouvert» qu'ils nous proposent pourrait prendre ses racines dans le free-jazz, dans le jazz-rock, dans la musique traditionnelle celtique.

D'ailleurs ces cinq musiciens ont à leur actif des expériences musicales et pédagogiques fort variées.

Bertrand Le Brun, percussionniste, a entre autres, enregistré avec l'Intercommunal Free Dance Music Orchestra et François Tusques, qui vient aussi de proposer un disque de création alliant jazz et musique traditionnelle (le chant du Monde voir PB Dec 79).

J'ai particulièrement apprécié le jeu de Pierre Galais à la cornemuse qui après un stage avec Patrig Mollard (entre autres) contribue au développement du Pibroc'h en Bretagne (musique classique pour cornemuse).

On retrouve aussi sur ce disque Daniel Pabœuf, qui va bientôt devenir le saxophoniste breton tellement il apparaît dans tous les enregistrements.

Ce disque est très riche par les sons et les mélodies qu'il propose; il va surprendre, interroger, faire réagir en tout cas. Il est créateur, il ne s'enferme pas dans un style, il cherche, il explore, il découvre. Aujourd'hui, ce sont dix morceaux évolutifs et singuliers, demain ce sera sûrement d'autres expériences, d'autres ouvertures.

Dix ans de «renouveau celtique» ont permis une telle approche de la musique, et dans une période où ce renouveau s'empâte, Kan Digor apporte un nouveau souffle.

Marquis de Sade «Dantzig Twist» (Pathé. Marconi 2 CO70. 14835).

Je ne ferai pas preuve d'un chauvinisme crétin pour coller l'étiquette «bretonne» à ces cinq musiciens regroupés à Rennes et qui avec beaucoup de talent ont su décoller au-dessus de toute la vague Téléphone, Bijou et autre grosseesse nerveuse.

Ils chantent en Allemand, en Anglais, et une seule chanson en Français, qui nous permet d'imaginer le ton des autres:

«La ville n'est plus qu'une vitrine où Conrad Veidt danse le long des usines incisées par le vent, Rank Xerox asservit les couleurs résistantes...».

Désespoir, tristesse, malheur, trois mots évocateurs, digne reflet d'une année tragique. Philippe Pascal, le chanteur transmet toutes ses émotions, ses craintes, ses visions, par son style et son «feu» de scène.

Dantzig Twist est une déchirure «Une chanson désespérée» comme le dirait Pablo Neruda.

La musique est concise, épurée. Elle frappe par sa présence tantôt sobre, tantôt classique, et Daniel Pabœuf est encore là pour quelques incursions avec son saxophone qui crie, qui pleure et qui gémit.

En ces mois de passage, j'en profite pour vous rappeler les meilleurs disques qui ont paru cette année en Bretagne (dont deux précédés d'une étoile dans l'article ci-dessus).

— Dan ar Bras «The Earth Lament» Exagone (883034)

— Battlefield «Stand Easy» Topic (12 TS 404)

— Alan Stivell «Symphonie Celtique» CBS (88487)

— La Mirlitantouille «Album» Arfolk (Bur 805)

— Annkrist «Batik original» Spalax (8 6816)

— Gwendal «4» Pathé Marconi (2 C 068 14841)

— Storlok «Stok ha Stok» Névénoé (30011)

— Gilles Servat «l'Or et le cuivre» Phonogram (9101 878)

— An Triskell «Tron Dove» Philipps (9101 259).

Le mois prochain: Une fresque de la musique actuelle: de Joan Armatrading à Frank Zappa.

Yann-Fanch Langoët.

ANJE DUHALDE, CHANTEUR BASQUE

Et si nous parlions un peu d'Anjé Duhalde. Ce nom peut-être ne vous dit rien, et pourtant il est à la musique basque ce qu'est Stivell à la nouvelle musique bretonne.

En 1975, il fonde un groupe ERROBI. Après quelques changements de personnels, plusieurs tournées en Euskadi-Sud et Espagne, 4 excellents disques, Errobi devient en 1978 un groupe écouté, même des médias hexagonaux: «Errobi, nous l'avons crée à 4 personnes. Nous voulions apporter une richesse nouvelle au Pays-Basque, car pour moi il n'était pas question de faire une carrière en solo, c'est pourquoi nous chantions les textes de Daniel Landart, poète basque contemporain».

Aujourd'hui, le groupe s'est dissous. Mais Anjé Duhalde veut continuer, avec une musique plus traditionnelle sans doute: «La musique du nouvel Errobi, sera un peu différente. J'ai envie de faire des choses plus acoustiques, s'inspirant davantage du traditionnel, de marquer un certain retour en arrière».

Mais l'expression restera basque: «Mes textes seront toujours en basque, cela est pour moi une évidence. C'est le moyen de communication avec mon peuple. Je ne peux donc chanter dans



une autre langue». Cette musique restera aussi, engagée: «Un groupe, un chanteur qui revendique une culture, c'est un acte de militantisme. Je me sens basque et suis un des nouveaux défenseurs d'une culture opprimée, mon but est de faire rayonner la culture basque par mon travail dans la musique. Je revendique avec force ma «basquitude».

Si vous désirez mieux connaître Errobi, nous pourrez obtenir tous les disques à l'adresse suivante: Elkar, 52, rue Panneau, 64100 Bayonne.

Loïc Philippon.

MEIN-HARZ

(JALONS)

La revue théorique de l'U. D. B.

LE N° 8 EST PARU :

L'AGRICULTURE BRETONNE DEPUIS 15 ANS

Encore disponibles :

N° 2 Nationalisme et luttes de classes (1)	10F
N° 3 Nationalisme et luttes de classes (2)	10F
N° 4 Lutte politique, luttes culturelles (1)	10F
N° 5 Lutte politique, luttes culturelles (2)	10F
N° 6 Autonomie et socialisme (1)	10F
N° 7 Autonomie et socialisme (2)	10F

Commandes (+ 1,70F pour envoi) à U.D.B. B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX

l'illustration du «créole» douarneniste



Recommencer, qu'il a fait!

Pas assez content d'avoir jeté le «termaji» dans le monde somme toute conventionnel de la BD, avec sa première histoire de Penn-Sardinn, Charles Kérivel récidive avec un nouveau recueil, le Bonnomig des Penn-Sardinn, tout aussi systématiquement décousu, mais où il y en a plus d'un, dans le quartier de Douarnenez, qui se reconnaîtra. Pas tellement d'ailleurs par la caricature de tel ou tel que par l'ambiance douarneniste en général. Kérivel la restitue avec la perfection de quelqu'un qui y a baigné pendant les plus importantes années de son existence: les premières.

L'histoire, sans aucune importance, n'est que le prétexte à une suite de sketches illustrants cette «culture douarneniste» qui a résisté au passage au français avec une santé remarquable.

«Celui-ci croit pas, quand même qu'il va faire la loi!»

On connaît la fière réplique de cette Douarneniste à qui un agent de ville demandait de bien vouloir marcher sur le trottoir, contrairement à l'habitude

locale. Depuis, elle l'emprunte, bien entendu, mais avec la claire conscience d'avoir quand même lancé un défi. C'est ainsi qu'on s'adapte, c'est ainsi qu'est apparu, avec la généralisation de l'emploi du français à l'école, à la radio, à la télé, ce parler douarneniste incapable de distinguer nettement le «tu» du «vous», mais dont l'aptitude à acclimater les mots bretons au français local est assez exceptionnelle.

Le «créole» douarneniste, Kérivel le possède sur le bout des doigts, et comme les dits doigts sont habiles à croquer vite fait le pêcheur en goquette, et sa penn-sardine d'épouse, on ne s'ennuie pas une minute en feuilletant ce deuxième album des aventures de Fanch Fistoulig et de Phine.

D'ailleurs, le succès est fulgurant, et Charles Kérivel peut en être fier «comme un caban!»

J.G.

Le Bonnomig des Penn Sardinn
Par Mijo et Charles Kérivel
25 F franco à Mijo Kérivel
3, rue Th. Gautier
29200 Brest.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

Jeune homme, 32 ans, recherche place de représentant en Bretagne. Fixe motivant et indemnité de route et pourcentage. Faire offre en téléphonant au (98) 46.18.52.

Jeune homme, 21 ans, recherche travail dans une exploitation agricole du Finistère, Morbihan ou Côtes-du-Nord pour la période du 5/07/80 au 9/08/80. Niveau B.T.A.O. Bonne connaissance du milieu agricole. Ivon Savidan. Prat-ar-Rouz. 22710 Pervenin. tél. (96) 92.67.02.

Jeune homme cherche emploi préférence électricité bâtiment. Etudierait toutes propositions (mécanique, chauffeur, etc...). Titulaire CAP - BEP électricité d'équipement, connaissance en mécanique générale. Permis VL et PL. Libéré des obligations militaires au 1^{er} août 1980. Briand Daniel. Chohonnais Malville. 44260 Savenay.

Société

BOUCHON-BOUCHARD

Chauffage - Sanitaire

51 bis, rue du Mal Leclerc VANNES

Tél. (97)47.39.06

distributeur agréé PRIMAGAZ



«Morlaix, an 1500» avait été, en juillet 79, un succès populaire à double titre: il y avait 7000 personnes place du Marché et — surtout — il s'agissait bien d'une de ces créations collectives dont rêvent les hommes de théâtre, de Paris et d'Avignon, et qui s'était concrétisée, sans tambours ni trompettes dans cette ville inattendue qu'est Morlaix. Cette année, les morlaisiens récidivent, avec le même enthousiasme. Le «Mystère de Morlaix» nous propulse cette fois en 1523. Mais, dit Claude Bonnard, la cheville ouvrière du spectacle:

«Est-il loin le temps où bateleurs et baladins sillonnaient les routes des provinces, plantaient leurs tréteaux sur quelque place de village ou dans quelque cour de château et proposaient aux gens comédie divertissante ou tragédie édifiante? Est-il loin ce temps?»

Et ces mystères médiévaux joués par quelques comédiens itinérants auxquels venait se joindre une bonne partie de la population locale, nobles, marchands, clergés ou paysans, en avons-nous souvenance?

Ne cherchons pas trop loin dans la nuit des temps. Toutes ces fêtes, tous ces rassemblements populaires ne sont bien sûr plus visibles, du moins à Morlaix; et ailleurs, quand ils existent encore, ils sont souvent détournés par d'autres intérêts. Mais ils restent présents dans la conscience des gens. Notre siècle de progrès et d'individualisme ne parvient pas à nous retirer de l'esprit que la fête peut et doit encore être active et collective».

Les grands calvaires, en Bretagne, sont comme des reportages de pierre sur le théâtre populaire de ce pays: on y trouve ce même mélange de ferveur, d'épouvante et de grotesque que nos ancêtres venaient chercher sur la «plenen ar c'hoari», généralement la place de l'église. C'est le climat de ces mystères que les Morlaisiens ont essayé de retrouver après l'évocation, plus historique, de «Morlaix an 1500» l'an dernier. Les tréteaux seront à nouveau dressés sur les anciennes halles, (Place S. Allende), mais quand le jour commencera à baisser, les projecteurs se braqueront sur la foire de 1523 et sur les exploits de Guillaouic, un saint homme vite oublié

puisque son nom ne sera bientôt plus que celui d'une cloche de la Collégiale du Mûr. La maîtresse cloche, mais quand même...

Tout commence par un vertigineux flash-back sur la création du monde, Mystère traditionnel, riche en rebondissements de toutes sortes, car en plus des mauvais anges que sont Lucifer ou Belzebuth, voilà qu'un certain Paolig s'acharne à mettre des bâtons dans les desseins de Dieu. Aussi quand les Péchés Capitaux s'en mêlent, Guillaouic surgit tel un saint de sa niche et sort le pauvre monde de l'inférieur guépier.

Et puis les siècles passent.

Voici que débarquent en Armorique les Saints Bretons, Tugdual et Guirec, avec crosses et bagages. Avec eux, un marin qui croasse la manœuvre, un certain Guillaouic. «Au secours!» crient les païens d'Armorique, «A nous, Bardes, Druides et Dragon tutélaire! On ne va tout de même pas se laisser christianiser sans rien faire!». Et pourtant, rien n'y fait. Car Guillaouic affrontant le dragon en combat singulier fait triompher la cause de l'envahisseur et décide de vivre désormais en ermite au confluent des deux rivières sur le site de la future ville de Morlaix. «Vive Guillaouic!» crient les Morlaisiens de 1523, «il faut le canoniser! Nous voulons notre saint nous aussi, comme les paroisses d'à côté». Rome dépêche un Avocat du Diable pour mettre Guillaouic à l'épreuve. Ça tombe bien, si l'on peut dire, car voici justement coup sur coup la Peste Noire et les Anglais.

Notre ermite a plus d'un tour dans son froc et vient à bout de ces calamités. La foule n'en peut plus de gratitude et porte Guillaouic en procession à travers la ville. Il sera désormais un saint par la volonté du peuple.

De 1500 à 1523, en l'espace de 12 mois, les Morlaisiens ne traînent guère en route. Si nous comptons bien, à ce rythme, c'est en 2001 que sera commémoré le présent. Et si l'on décidait alors ensemble, non seulement de fêter le passé, mais de changer l'avenir? Et pour de bon!

Le mystère de Morlaix sera présenté les 6 et 12 juillet, au soir, place Allende.



FESTOÙ-NOS

● Le 4 juillet

à Gouesnach, (29)

fest-nos avec Kanerien ar c'hoat, Rivalin-Hélias, Bodénès Le Saux et d'autres chanteurs, organisé par le Comité Anti-nucléaire du Pays Fouesnantais.

● Le 18 juillet

à Concarneau

fest-nos avec Cl. Besson et Bétéliou, dans la Ville Close, organisé par le cercle celtique «Ar Rouedou Glas».

● Le 19 juillet

à St-Marc-sur-Mer (44)

fest-nos au Courtill Brécart, organisé par Diwan-St Nazaire.

● Le 20 juillet

à Ploëuc-sur-Lié (22)

fest-nos gratuit dans la cour de la ferme aux Norgands, avec «Sonerien ar Menez» et des chanteurs et sonneurs.

à Plédéliac (22)

fest-nos au château de la Hernandaye avec concours de contous et le riguedau de clôture de semaines gallèses.

● Le 27 juillet

à Quimperlé (22)

fest-nos avec Miniou et Vallegant, Leroux et Dilasser, Marchand etc... organisé par Diwan.

SKALERIOU A BEP SEURT
FENÊTRES · PORTES · VOLETS

Yann GUEGUEN

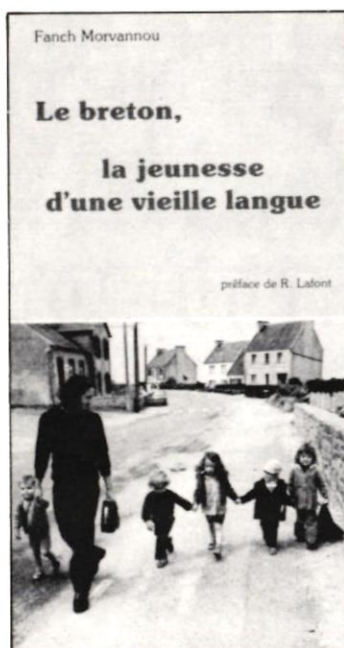
DOUR-DU km3 route de Pont-L'Abbé

PLOMELIN KEMPER · Tél. 55.11.42

A LA DUCHESSE ANNE
CRÊPERIE

9, rue Malherbe (angle rue Glasgow)
BREST · Tél. 80.13.36

Le breton, la jeunesse d'une vieille langue

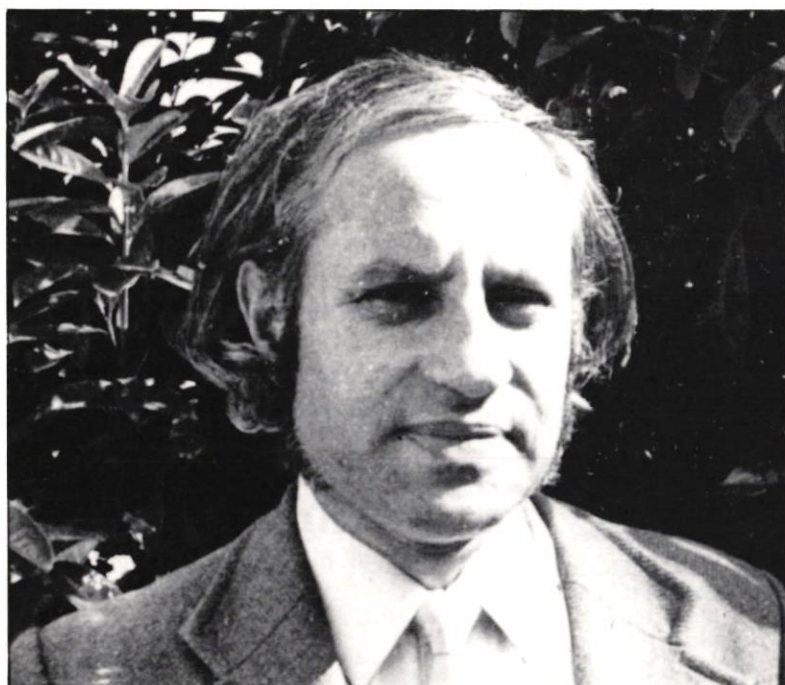


C'est le titre d'un livre qui paraît en librairie début juillet et qui a pour auteur Fanch Morvannou, bien connu comme directeur du journal *Pobl Vreizh* et comme auteur des méthodes « Assimil » de breton. Fanch Morvannou est un habitué des pavés dans les mares et ses interventions dénuées en général des précautions diplomatiques en usages dans certains milieux, ont déjà fait pas mal de vagues dans le petit monde de ceux qui s'autoproclament infaillibles en matière de langue bretonne.

Son petit livre, clair et documenté, ne laissera, cette fois encore, personne indifférent. Nous publions ici la préface que lui a donnée Robert Lafont.

* *Le breton ou la jeunesse d'une vieille langue.* Presses populaires de Bretagne. Diffusion « Breiz ».

Fanch Morvannou



L'étude de Fanch Morvannou, domine, me semble-t-il, sans les illégitimer pour autant, les pulsions passionnelles qui rendent l'adhésion des Bretons à la Bretagne pathétique, vive, mais qui finalement à elles seules ne sauraient fournir la base solide d'une reconquête d'existence collective.

Je donne là un avis qui vaut aussi pour mon Occitanie et pour les autres « minorités nationales » ou « peuples minoritaires » (pour employer des termes stratégiques, et limités à leur usage daté) de l'Hexagone français. Je crois fortement que nous avons tous besoin d'une mise à l'ordre du jour de la rationalité historique et politique, et même culturelle. Nos adversaires ont beau jeu, dans leur mauvaise partie, de nous prendre au piège d'une sentimentalité incontrôlée, sans armes devant la froideur de « l'étranger », et susceptible de glisser vers des idéologies floues et dangereuses.

Mais, que personne ne s'y méprenne, le rationnel n'est pas le raisonnable: une vue éclairée de raison sur la destinée bretonne ne se ramène pas à un amenuisement de la revendication: provincialisme de bonne compagnie ou fade régionalisme décentralisateur.

Je pointe donc, dans le texte de Morvannou, quelques moments forts qui me paraissent constituer, par leur somme, une appréciation solide et claire des problèmes bretons.

D'abord, à travers les contradictions de la recherche linguistique sur les modalités, l'étendue, les formes de la déceltisation et de la receltisation de l'Armorique, et du fait même de ces contradictions, le problème de l'existant national. Il apparaît bien clairement que toute nation, ethniquement constituée, est un produit de l'histoire, le fruit d'accidents et de mélanges qui se stabilisent un jour. Il ne faut donc pas s'étonner de sa pluridimensionnalité. Certes, la Bretagne existe par le celtisme, et le celtisme joue le rôle de garantie d'existence même en pays gallo. Mais un panceltisme aussi vague qu'audacieux ne définit pas la Bretagne. Il risque de dévoyer vers le mythe un sentiment qui n'est effectif, mobilisateur, libérateur que s'il tient compte de la réalité: la péninsule bretonne est là où elle est géographiquement, elle se présente socialement dans ses ambiguïtés et sa diversité.

Mais inversement, l'argument de complexité, joint à celui de stabilité, donne une force particulière au combat breton. Il ne manque pas de bons esprits réalistes pour croire que l'amenuisement de la preuve d'identité (la disparition progressive du breton armoricain) revient à faire disparaître la bretonnité, à rendre ce combat vain et passéiste. Nous voyons bien qu'il n'en est rien: à la limite d'évolution (une limite que je ne souhaite évidemment pas), une Bretagne privée de tout usage linguistique autochtone, une Bretagne totalement traduite n'en est pas moins la Bretagne. C'est (ce serait) tout simplement une autre forme culturelle de la Bretagne, à l'intérieur de laquelle les



**CRÊPERIE DU ROY
GUINGAMP**

SPÉCIALITÉS MAISON

SALON DE DÉGUSTATION

4, rue aux Blés

Tél. 43.75.36

**LA MAISON
DE LA VIE CLAIRE**

Alimentation de produits biologiques

30, rue Amiral-Linois

(près de la rue de Siam)

BREST

Tél. 44.35.47

grandes questions socio-historiques qui mènent à l'autonomisme demeureraient inchangées.

Cette considération simple rend d'autant plus illusoire l'effort de tous ceux qui, entre la Convention et ce jour-ci, ont pensé assassiner la Bretagne en refoulant sa langue. Ceux-là, qui sont relativement les Bretons aliénés comme les missionnaires de l'État aliénateur...

Sur ce point d'histoire, l'étude de Morvannou est très importante, car elle éclaire sans jeux d'ombres discrètes le phénomène de l'aliénation dans toute sa gravité. De cette gravité, il faut que nous prenions la mesure, que nous nous l'avouions pour mieux la dépasser.

L'aliénation fonctionne ainsi: elle donne à l'opresseur a posteriori les raisons qu'il se cherche pour opprimer. Il est vrai que le système culturel français en affirmant que seule la langue française est porteuse de progrès et libératrice a effectivement refoulé le breton dans des «réserves» culturelles et a systématiquement favorisé le quadrillage de ces réserves par le parti de la conservation sociale, la droite cléricale: **Brezonek hag ar feiz...** Une civilisation aliénée dans un fonctionnement colonisateur est gelée, immobilisée et se fait à la fois merveilleuse pour ceux à qui le progrès fait peur, et intolérable pour ses propres participants, s'ils ont faim de progrès.

Pour ce qui est de la Bretagne-nation en conflit avec l'État-Nation française, jusqu'à une date récente, il me semble toujours que nous assistons aux effets de pourrissements parallèles d'un problème aussi mal que posé que possible: l'État-Nation, qui se prétend libérateur, en fait se pourrit d'impérialisme, à l'intérieur de la France-Territoire hérité comme dans l'expansion extérieure; il se croit progressiste, il est réactionnaire mais la nation ethnique, interdite de progrès, ne peut plus se proroger que sur le terrain où elle est encore plus réactionnaire que son oppresseur. Une civilisation colonisée ne survit qu'avec ses caïds ou ses griots.

Avec cela, elle peut présenter dans sa réduction même un ensemble d'éléments hérités dont la valeur esthétique ou morale ne fait pas de doute. C'est le cas de la civilisation **folklorique** bretonne, et je suis d'accord avec mon ami Pierre-Jakez Hélias, sur ce que le monde breton, jusque dans sa mise en réserve, plaide sous des formes de convivialité et de création nullement inférieures aux formes officialisées par la bourgeoisie française, ses appareils culturels et son école.

Mais prenons-y garde, la véritable désaliénation est non pas la récupération nostalgique de cet univers-référence. C'est sa remise en mouvement par sa mise en question interne. Il est l'argument de **modernisme**, qui pour moi est central.

Au demeurant, nous le savons bien, il y a plus fort que les Bretons pour célébrer l'identité traditionnelle de la Bretagne. Il y a tout l'appareil touristique, où les intérêts du pouvoir d'État et ceux du capitalisme aménageur se rejoignent présentement, fort capable de nous bâtir un splendide décor d'authenticité pour mieux liquider, derrière le décor, la société elle-même.

De la logique de l'aliénation, il nous est permis de sortir aujourd'hui. A ceux qui s'étonnent que nous nous situons à gauche, que nous nous disions révolutionnaires, alors que nos prédécesseurs étaient réactionnaires, jusqu'aux erreurs les plus regrettables mais en même temps explicables, il faut répondre que justement...

Justement, nous échappons désormais à ce dialogue des pourrissements, qui fut celui d'une droite provincialiste et d'une bourgeoisie centralisée libérale. Nous sommes, Bretons et Occitans, passés par dessous ce débat, nous avons survécu au «ghetto» (le mot est dans Morvannou). Nous surgissons dans l'histoire du côté des forces populaires, de la classe ouvrière, d'une paysannerie en mutation, des intellectuels de progrès, des jeunes affamées d'un «nouveau monde».

Dans la mesure où, faute d'une «bourgeoisie nationale», nous avons connu l'échec dans la vague des nationalités du XIX^e siècle, nous voici aujourd'hui accordés avec une nouvelle vague historique: celle qui porte la décolonisation, une réflexion neuve sur le socialisme, une mutation générale dans l'establishment culturel.

En somme, la Bretagne, aujourd'hui, c'est beaucoup plus d'actualité, bien que ça n'ait aucun pouvoir, que la France de Barre ou l'Europe de Schmidt.

A condition, évidemment, de vouloir réfléchir et conquérir ce pouvoir qui nous manque, et que je ne sais pour ma part définir qu'en termes d'autonomie socialiste.

Robert Lafont.

On peut aussi se procurer « Le breton, la jeunesse d'une vieille langue », contre 30 F franco à : U.D.B. - B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• Fêtes

— Le 20 juillet à **Pleuc-sur-Lié (22)**, la fête aux Norgands, avec de nombreux jeux bretons. Le soir, fest-nos.

— Le 27 juillet, à **Quimperlé (29)**, fête Diwan avec Jens Romeronadoen et Lans Lilholt, Eric Marchand, Théâtre de la Chimère, Besson, Jervat.

• Spectacles

— Le 18 juillet, à **Pontivy**, au château des Ducs de Rohan, à 20 h 30, Bag Hall and Bath Gate Pipe Band, Dunedin Dancers group et l'ensemble culturel Kerlenn Pondi.

— Du 7 au 11 juillet, à **Rennes**, animation avec le Ballet Théâtre de Hédé, Solillesse joue Yseult seconde; Ballets Dihun, Chorale du Leon et An Triskell, Glenmor, Favenec, Servat.

— Le 24 juillet, à **Concarneau**, John Mayall.

— Le 19 juillet, à **St Marc sur Mer (44)**, au Courtil-Brecart, Glenmor et Katell.

• Stages de Breton

— à **Riec (29)**, du 25 au 30 août. Caractéristique accent mis sur l'oral. Gi Penseg, Penn Kelenn, 29111 Skaer (59 45 75).

• Université Populaire

— Bretonne d'été, à **Lorient**, du 28 juillet au 9 août, Archeologie, histoire, breton, énergies nouvelles, Marcel Floc'h, ICFP 6, rue de Kerguelen, Lorient.

• Assemblées galleses

— De la Hunaudaye, organisées du 14 au 20 juillet par les Amis du Parler Gallo, à Plédéliac (22) Daniel Thenadey, La Keronézée 22270 Jugon les Lacs.

• Correspondant

— Je suis un militant nationaliste catalan et je veux tenir correspondance postale avec nationalistes bretons, pour connaître mieux nos pays respectifs.

Je prie seulement que les lettres soient écrites en breton (je ne parle pas encore la votre langue) et en français ou espagnol, j'écirai en catalan et avec la langue pont accordée.

Au même temps, je parle «galeço» (galicien en français?), la langue de Galicie et je pense d'étudier prochainement le basque et puis, peut-être, le breton et l'occitan. Joaquim Ventura Carrer del Dos de Maig, 277 6^a 3^a Barcelona 25 Catalunya (Estat espanyol).

• Editions

— Les éditions Breagnes, recherchent manuscrits de romans, nouvelles, témoignages, etc. Adresser les manuscrits, dactylographiés de préférence, aux éditions Breagnes, Impasse de la Fontaine au lait, 29210 Morlaix.

L'Ecosse est proche !...

L'Ecosse de Christian Civardi,
Éditions Le Seuil, Collection
Petite Planète, n° 61

LA réputation de la collection «Petite Planète» des éditions Le Seuil n'est plus à faire. Une soixantaine de petits ouvrages bien illustrés constituent une excellente invitation au voyage. L'un des tous derniers titres, **L'Ecosse**, de Christian Civardi, est conforme à la tradition. Une centaine de pages, illustrations en plus, suffisent pour présenter les mille et une facettes de ce pays de légendes situé à la rencontre des mondes celtes, scandinaves et saxons.

L'Ecosse n'a pas le flou artistique des guides touristiques ni l'austérité du manuel scolaire. S'y manifeste le contact chaleureux, mais sans complaisance, d'un connaisseur à qui le pays a révélé tous ses secrets, recettes des bons whiskies bien sûr, mais aussi découverte du sac à patates, pour ne pas parler des dessous du kilt! Après un survol de l'histoire, pourtant si tenace, si présente dans les mémoires avec les échos que renvoient John Knox, Culloden, Robert Bruce et Marie Stuart, l'auteur passe en revue la vie économique, sociale et spirituelle de l'Ecosse moderne.

La question écossaise est d'actualité. Elle l'eut été encore davantage si la décentralisation des pouvoirs, la dévolution, n'avait échoué de justesse, en partie sabotée par le gouvernement de Londres, «résultat à la mesure de l'ineptie du projet et de la débilité de la campagne». Les intérêts sont grands, tandis que les îles Shetland, jusqu'ici réserve naturelle exceptionnelle, s'apprentent à voir naître le plus grand port pétrolier du monde. Les Hautes Terres connaîtraient-elles leur revanche après des siècles de négligence de la part des grands propriétaires, plus soucieux d'attirer les milliardaires chasseurs de gibiers que de préserver

l'avenir des habitants. Aberdeen est-elle en train de supplanter la bourgeoise Edimbourg et la prolétaire Glasgow? Le taux de croissance de la région tendrait à le prouver, mais la conversion du hareng au pétrole ne se fera pas sans mal. Déjà apparaissent ces maux des temps modernes que sont spéculation, pollution, voire prostitution.

Plus encore que dans sa présentation des conditions socio-économiques, étayée par faits et chiffres précis, Christian Civardi excelle à faire revivre l'Écossais dans son cadre familial, que ce soit la ferme des Highlands, le stade du Celtic de Glasgow où le pub du coin. Rien ne manque, pas même le parler local. L'auteur connaît bien son sujet, trop bien même au point de se délecter des références aux hommes et aux lieux, qui auraient justifié l'addition d'un glossaire et d'une carte précise, tant elles paraissent mystérieuses au commun des Celtes.

Il est fait de fréquentes allusions à la Bretagne. Ici aussi émigration, excès de la centralisation, dépeuplement des campagnes, alcoolisme, sont des réalités que nous ne connaissons que trop bien. Gageons que ce livre est source d'enseignements pour quiconque souhaite mieux connaître le monde celtique et ses perspectives de développement. La conclusion met en évidence les déchirements internes d'une nation partagée entre des tendances parcimonieuses et généreuses, rebelles et conformistes, prolétaires et élitistes, obsédée à la fois par son passé et son avenir: paradoxe superficiel cependant que Civardi surmonte avec le même humour que dans ses pages précédentes. Chacun le sait, le scotch gagne en saveur quand il est double.

Bernard Sellin.

LE VOYAGE A PAIMPOL

Le voyage à Paimpol, de Dorothée Letessier (Seuil)

MARYVONNE travaille chez Chaffoteaux et Maury à St-Brieuc, elle ressent un soir le besoin de respirer. Elle laisse un mot sur la table: «J'étouffe, je vais prendre un bol d'air. A bientôt. Je t'embrasse». Et laissant pour quelques jours, mari et enfant, elle prend le car de Paimpol et c'est l'aventure... Son aventure, toute petite aventure, mais que pourrait espérer une OS? N'est-il pas merveilleux ce court répit plein de liberté, de journées à ne rien faire, même si la suite se laisse deviner, et si le travail imbécile reprendra ses droits. Voilà c'est tout; et c'est très beau. Pas d'ajoncs d'or, pas de grand-père conteur installé près de la cheminée, à côté du lit clos. C'est une Bretagne plus actuelle que nous montre Dorothée Letessier. Une Bretagne

«qui se fait putain l'été, pour vivre du fric des touristes, et se vend aux promoteurs et aux camelots. Nul n'est parfait. Trop souvent les jeunes s'en vont. Mais obstinés comme dans les clichés, des Bretons pas très typiques se battent contre les centrales nucléaires. Des bretonnes sans coiffe revendiquent le droit au travail dans l'électronique ou ailleurs (...) le nombril des traditions n'est pas le steak quotidien».

Voilà pourquoi lisant ce livre, j'ai ressenti la même émotion que pour «le poème du pays qui a faim». Paol Keineg faisait honneur à notre peuple (et il continue avec d'autres): Dorothée Letessier reprend le flambeau. Je parlais de Keineg, bien sûr que c'est un livre différent, que ce n'est pas un poème, mais c'est le cri d'une femme, d'une ouvrière, d'une bretonne; avec de la dérision, de l'humour, de l'amour. Maryvonne, c'est notre sœur. Oh, il est d'autres livres, des best-seller, qui poussent dans le pays bigouden. On verra bientôt un film réalisé par Chabrol sur les écrans parisiens. Un film digne du livre dont il est tiré. Il sera de qualité, personne ne le nie. Une belle reconstitution, avec Ankou et tout... Mais, la petite musique de Dorothée Letessier couvre tout cela; parce qu'elle est la vie, la vie d'aujourd'hui, et parce qu'on ne pourra plus entendre parler du Joint Français, d'usines pirates sans se souvenir du voyage à Paimpol.

Jacques David.

**Crêperie Heb-Ken**
monsieur et madame ROLLAND
Spécialité de Crêpes Garnies

5, Rue de Guérande
44000 Nantes
tél. 73.00.30

J. ROLLAND
56460 LA CHAPELLE-CARO

Plomberie - Sanitaire
Chauffage Central
Tél. 74.92.95

**MONSIEUR MEUBLE
LE ROUX**
FABRICANT

Magasin : 53, route de Sainte-Anne 56 000 VANNES

l'œil au vert
librairie enfants, bandes dessinées
posters, jeux éducatifs
11, rue du St-Esprit - LESNEVEN



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

A P.J. Hélias

Etudiante en lettres à Nantes, d'origine bigoudène, je me sens bretonne. J'ai donc commencé à apprendre le breton, à m'intéresser vivement et pourquoi pas, à me battre pour la langue et la culture bretonne.

Il va sans dire que j'ai lu votre témoignage Le Cheval d'orgueil, et j'ai applaudi à l'idée d'en faire un film (même s'il ne peut être l'exacte représentation de la civilisation à une époque donnée, il aurait pu servir de tremplin à une reconnaissance par un large public de notre culture et de notre langue). Quelle ne fut pas ma déception quand j'appris que ce film serait tourné en français, dénaturant ainsi, à mon sens, votre œuvre et jusqu'ici votre volonté de défendre la langue bretonne.

Peut-être n'est-il pas trop tard après tout, n'êtes vous pas maître à bord, aussi, pourquoi n'exigez vous pas que le film soit en breton (que je sache, votre grand-père ne parlait pas du français petit-nègre), il pourrait être sous-titré en français.

Moins commercial peut-être, ce film témoignerait d'une démarche cohérente et d'un réel désir de faire passer la culture et la langue d'un peuple avant le fric.

En espérant — naïvement? — voir et écouter le Cheval d'orgueil en breton, veuillez recevoir l'expression de mes salutations socialistes et bretonnes.

Emmanuelle Le Fèvre, Nantes.

Cultures minorisées

Depuis quelques années que nos amis québécois et acadiens ont carte blanche pour s'exprimer sur nos ondes, je constate que jamais ils ne risquent la moindre allusion aux

cultures minorisées en France. Aux Dossiers de l'Ecran sur le Québec, une perche a pourtant été tendue (involontairement aux invités de M. Darbois, qui faisait état d'auditeurs « faisant un certain parallèle avec des situations pouvant paraître semblables », qu'en des termes galants ces choses-là sont dites !...). Mais motus. Pourquoi ce silence de nos amis ? C'est vraiment triste de voir gâchées tant de possibilités de parler, parler, ne serait-ce que 3 secondes : du style « nous menons le même combat que les Bretons ». Je comprends qu'ils pensent d'abord à eux et qu'ils ne veulent pas se faire fermer les ondes françaises qui leur sont un appui, mais on ne leur demande pas de venir hurler « Vive la Bretagne libre !... »

M.C. Combes et R. Blanc, Janzé

IRLANDE BRETAGNE ÉCOSSE



du 1^{er} au 10 Août

**4000 Musiciens, Chanteurs, Danseurs,
Artistes, Sportifs des Nations Celtes
convergent vers**

LORIENT

**pour le X^e FESTIVAL
INTERCELTIQUE**

Une catastrophe ? Quelle catastrophe ?

Vos articles sur le nucléaire et la marée noire m'ont particulièrement frappé... Je ne peux supporter qu'on pourrisse ainsi gratuitement en quelques instants une nature si parfaite qui a mis des siècles à se constituer ; je ne peux supporter qu'on avilisse le pays et le peuple breton. J'ai approuvé toutes les manifestations et ai essayé de sensibiliser mon entourage comme je l'ai pu, mais allez essayer de convaincre une masse de gens qui se fout autant des problèmes bretons que du chien qui passe dans la rue.

Il est regrettable que le problème breton soit aussi peu pris en considération, que tout ce qui est embêtant soit rapidement étouffé et les catastrophes minimisées pour que le touriste amène son fric cet été.

M. Langlet, Cholet

Dommage !

J'ai été très surpris de lire l'article consacré au chanteur kabyle Idir (P.B. n° 197). Pour un témoin neutre, vivant en Algérie, il est difficile de trouver en si peu de lignes une telle concentration de calomnies, d'inexactitudes et d'affirmations réactionnaires.

Il est calomnieux, en effet, de prétendre (sans le moindre début de preuve) que le défunt président aurait résidé au Maroc — par souci de son confort ! — pendant la guerre de libération (et Idir, où était-il pour oser en parler ? et où est-il en ce moment même ?). Il est encore plus calomnieux de ravalier les dirigeants actuels de la République Algérienne Démocratique et Populaire, l'un des leaders des Non-Alignés et du Tiers Monde, au rang de médiocres valets de l'impérialisme tels Bonnet, Guemour ou Guichard (songez seulement que le Ministre de l'Education en personne s'est déplacé dans

la capitale kabyle pour discuter de culture berbère avec les étudiants : nous Bretons (si tant est qu'un parallèle soit possible en l'occurrence !) avons vainement attendu nos ministres lors des marches de GALV ou du Front Progressiste). Il est calomnieux enfin de prophétiser un futur « affrontement de clans », pour lesquels l'actuel président ne serait qu'un « homme de transition » (ignore-t-on qu'il a été élu au suffrage universel ?...)

Par ailleurs, il est inexact de laisser entendre que la production et la distribution sont congénitalement insatisfaisantes et que les émigrés ont « peu d'espoir de retourner car leur pays ne peut tous les nourrir » : bien au contraire, le développement de l'industrie (de la simple tréfilerie à l'usine de camions), l'expansion de l'enseignement, l'accroissement du parc de logements, l'élévation du niveau de vie populaire sont autant d'indices que l'économie algérienne franchit une étape décisive et que le chômage continuera à régresser... Il est inexact encore de prétendre que les Berbères subissent « depuis des siècles la domination de la culture arabo-islamique ». La grosse majorité des habitants de l'Afrique du Nord sont d'origine berbère : ils ont embrassé librement la religion musulmane. Les Royaumes Berbères du Moyen-Age étaient profondément musulmans : au Moyen Orient, en revanche, des populations sont restées chrétiennes et n'en ont pas été persécutées pour autant. Avis à nos inquisiteurs et autres Maunoir...

Il est réactionnaire de dire que les Kabyles doivent « attendre » que les « dirigeants » tiennent parole : l'Algérie socialiste a dépassé depuis longtemps le stade de la France giscardienne octroyant des chartes culturelles : l'ensemble du peuple algérien — y compris les Kabyles, les Chaouia, les Mzabites... — a pu largement discuter l'élaboration de la Charte Nationale qui vient d'entrer en vigueur.

Il est réactionnaire également de dire que l'économie socialiste est « sacro-sainte » et que son « intérêt supérieur » est d'ignorer les cultures ethniques : l'économie socialiste a pour seul but de servir le peuple et de satisfaire son mieux-être et son épanouissement.

De même qu'il est réactionnaire d'appeler « erreurs » la nationalisation des domaines agricoles vacants ou mal acquis et la redistribution des terres.

Il est vrai que l'article du camarade Debos est habilement mené : Idir, chanteur « progressiste » mais « non engagé », donne son point de vue objectif... En réalité, on comprend mal en quoi un artiste non engagé, précisément, peut faire autorité en matière d'analyse politique ! Interrogeons-le sur la culture berbère, sur la chanson kabyle, oui ! Cela intéressera bien davantage les lecteurs — et, de grâce, sous forme d'interview, sans ces digressions et interprétations du journaliste, car, soyons-en sûrs, Idir ne doit pas être très très content de ce qu'on lui fait dire...

En conclusion, il est dommage que le PB ait joint sa modeste voix au concert anti-algérien orchestré depuis quelques années par les forces néo-colonialistes...

E.E., Algérie

Interrogé sur ce point à la dernière fête du Peuple Breton, Idir nous a répondu qu'il ne désavouait pas le contenu de cet article. Par ailleurs, sa présence un peu plus tard au stand des travailleurs algériens indique qu'il n'est pas particulièrement en mauvais termes avec ceux-ci.



ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**POBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

MEL BREIZH

Gwenaneg ar Stêr il

Ar mel zo bet lakaet er podoù
gant ar gwenaner e-unan



MIEL de BRETAGNE

Le Rucher de l'Ille

Mis en pot par l'apiculteur



Andrev SALAUN, e bourk BETTON, Tél. (99)30.62.59
Hag : 1, rue du Vau Saint-Germain - ROAZON-RENNES

**GRÈS
et FAIENCES
D'ART**



LE RENOUVEAU

Madeleine et Marie-Louise AUDIGOU
22, rue des Augustines
22300 LANNION

MEUBLES

Job Ar Gow

Breton - Rustique - Style - Contemporain

Cuisines sur mesure

LIVRAISONS GRATUITES DANS TOUTE LA FRANCE

Route de Perros-Guirec - 22300 LANNION - Tél. (96)37.45.35

**Breiz
Imprimerie**
100, Rue Paul Guieysse
LORIENT
64.16.42

CRÊPERIE TY-BREIZ

ses spécialités. krampouz ha jistr-mañ

15, rue duquesclin

tél. 37.91.20

Lannion

MAISON REMOND

Cadeaux - Souvenirs bretons

Sur le port - PERROS-GUIREC

iroise-décor

B. LEPROHON / 31, RUE INKERMANN
29200 BREST Tél. 02.00.33

PEINTURE - PAPIERS PEINTS - TISSUS MURAUX
AMENAGEMENT D'INTERIEURS - MOQUETTE

Armor.lux

SOUS-VÊTEMENTS

TEE-SHIRTS

PULLS MARINS

QUIMPER



Meubles HO-TY

17, rue Jean-Jaurès et rue Saint-Saëns - BREST

Décoration style et moderne - tissus - cuisines aménagées

lettre
décor
sérigraphie



Z.A.C. de BREST
Kergaradec
Tél. 02.10.63

HENAULT

Photo - Ciné

5, place Le Flô

LESNEVEN

Tél. 83.00.15

Soniri Keltiek

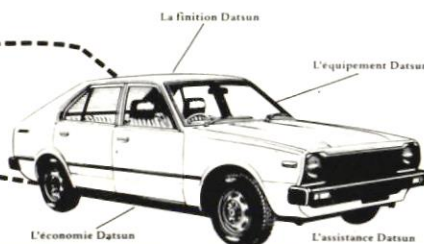
HERVE MEUR

1 Dachenn Aman
29000 KEMPER
Pell : (98)95.45.82

Datsun Cherry 5 portes.
Découvrez,
comparez,
vous comprendrez.

Datsun. L'économie plus le plaisir.
* (Prix clefs en main au 1^{er} Avril 1980).

Garantie 2 ans
pièces et M.O.



DATSUN

GARAGE
DOLLO-QUINTRIC
Concessionnaire « DATSUN »
Z.I. KERGANAN - 29200 BREST
Tél. (98)02.32.13 - 02.20.14

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

APRES LA MATRAQUE, LA POMMADE ?

ON avait quand même reçu quelques coups durs, cette année, et même certains fidèles commentaient, sinon à ruer dans les brancards, du moins à broncher passablement...

Les matraquages de Plogoff avaient jeté le trouble, au point que, pendant des mois, les tenants du nucléaire en Bretagne avaient courbé l'échine, se contentant, sauf exceptions remarquées, d'un silence pudique. Sur la question du nucléaire en Bretagne, la parole échappait à la majorité; l'idée d'un développement économique associé à la centrale de Plogoff, que certains tentaient d'accréditer à la fin de l'hiver n'avait pas résisté à la guérilla du printemps. Pour l'Élysée, il était plus que temps de réagir!

Puis, avec le vomissement du Tanio, vinrent des bavures plus sérieuses. L'absence totale des ministres sur le terrain, les élus bretons, «toutes tendances confondues», se faisant recevoir à coups de matraques lors de leur manifestation de Paris, la gaffe de l'Élysée refusant de les voir, autant d'arêtes qui restaient coincées dans le gosier de certains notables de petite et moyenne envergure. Sur place, on ne réagissait pas mieux: Marcellin, maladroît, se mettait à dos, lors d'une intervention intempestive, une bonne partie des hésitants. Il importait donc de reprendre en mains le personnel politique breton à moins d'un an des présidentielles, dans cet «ouest» qui constitue encore un des bastions de la droite.

Après la matraque, il fallait passer la pommade!

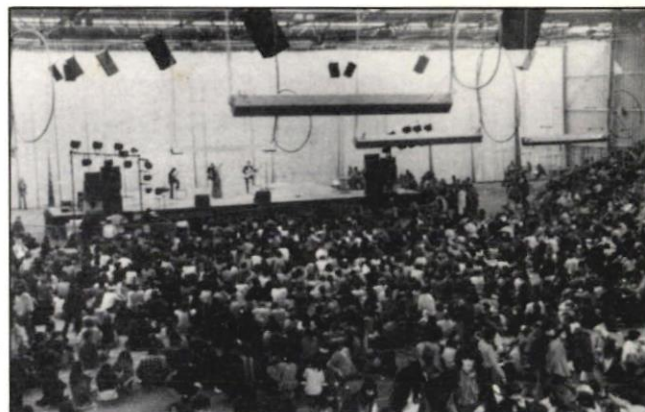
C'était prévu pour le 19 juin, et l'Élysée ayant bien fait les choses, ce qu'on pouvait redouter, c'était l'annonce d'une sorte de «charte culturelle économique», si l'expression peut être tentée. On pouvait s'attendre, en guise d'onguent sur des plaies encore douloureuses, à une médecine assez spectaculaire. D'ailleurs, nous étions prévenus, c'est un véritable plan de développement qui allait surgir du chapeau de Giscard devant les notables bretons conviés à ce qu'Ouest-France n'hésita pas à qualifier «d'appel du 19 juin» de Giscard!

Or, qu'en est-il? Le vide total, même pas l'écran de fumée de quelques mesures brillantes. Un contenu proprement insultant, puisqu'on se propose, — et c'est la promesse principale! — de terminer dans les années qui viennent un plan routier qui aurait dû être achevé depuis 1975! Pour le reste, la répétition de promesses anciennes, l'affirmation de quelques «priorités» vagues et non chiffrées... Il a fallu bien de l'habileté aux journaux et aux télévisions pour présenter un tel catalogue mal ficelé comme un plan de développement! Même les notables l'ont eu saumâtre, Marcellin regrettant l'absence de plan global et Guermeur déclarant nettement sa déception en matière maritime. Quant à Josselin, on a noté avec curiosité sa satisfaction d'élus, sa déception de socialiste...

Bref, si l'on regarde le contenu concret des mesures annoncées, si l'on se dégage de l'environnement audio-

visuel qui a accompagné «l'évènement», c'est complètement raté: le bide...

Un bide qui prouve une fois de plus que c'est sur nous-mêmes que nous devons compter et non sur une politique d'éternels assistés, attendant de Paris toute initiative. La Bretagne a les moyens de son développement, sauf un, le pouvoir politique. En le laissant aux mains de ces notables d'un autre temps, mais qui se mitonnent actuellement des successeurs, le Peuple Breton se prive d'une partie de son dynamisme politique.



La foule à la fête du Peuple Breton

Et du dynamisme, la Bretagne en a. L'énorme succès de la fête du Peuple Breton à Brest, où l'UDB a réuni 30.000 personnes les 14 et 15 juin le prouve. Contrastant avec les succès mitigés des autres fêtes se déroulant à la même époque (et à Paris), c'est une démonstration de force qu'a réussie l'UDB à cette occasion. Faire applaudir l'autonomie devant les 10.000 spectateurs du grand hall marque un incontestable progrès dans les idées, en Bretagne. Au cours de la fête, Fanch Morvannou, en breton, et Herri Gourmelen ont pu annoncer la présence aux présidentielles d'un «candidat des minorités». C'est une initiative qui rencontre déjà beaucoup d'échos, non seulement en Bretagne, mais aussi en Occitanie, au Pays Basque et dans les TOM-DOM... Le temps où, aux périodes fortes de la vie politique française, aux présidentielles, aux législatives, les partis organisés sur un plan autre que celui de l'hexagone n'avaient d'autre solution que d'attendre en silence, est aujourd'hui révolu. L'émergence des autonomismes est aujourd'hui une force qui compe, et qui rencontre des sympathies.

Il reste à la garder des convoitises, des déviations. Il reste aussi à la structurer. Mais avec l'autonomie socialiste, c'est une attitude qui a commencé à changer. On passe, en Bretagne, de la mendicité à la dignité; de la colonisation des esprits à la liberté des cœurs.

UDB